

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 580 JEUDI 20 JUIN 1985 8,00 F

# FACE A LA CRISE...



## GESTION DIRECTE !

### Editorial

« **S**ORTEZ de vos sarcophages, vous êtes des momies ! » C'est en ces termes subtils qu'Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. a invectivé ses opposants. Pour lui comme pour beaucoup d'autres, la lutte des classes est une outrance héritée du XIX<sup>e</sup> siècle dont il faut se débarrasser l'esprit au plus vite.

Le syndicalisme français de la fin de l'année 1985 aura beau se rattraper aux branches en critiquant gouvernement et patronat, il ne le fait que contraint et forcé. Après avoir servi de marchepieds aux forces politiques pour leur accession au pouvoir, il fait ses comptes et crie au voleur !

L'analyse du rôle de l'Etat est au centre de toutes les divergences. Certains pensent que l'Etat n'est qu'un instrument neutre dont il suffit de remplacer les mains qui le dirigent pour que tout aille bien.

Mauvais quand les forces de droite sont à sa tête, l'Etat deviendrait une bonne chose quand des partis « progressistes », voire de gauche, s'en emparent.

Depuis juillet 1981, on sait une fois de plus ce que vaut l'auberge ! L'opposition parlementaire ac-

tuelle ayant même pu se payer le luxe de critiquer la politique « antisociale » du gouvernement !

Pour nous, anarchistes, le problème n'est pas de s'emparer du pouvoir d'Etat mais de le détruire. Une société libre, sans classes ni Etat, ne se construit pas par le parlementarisme. Quand on veut conquérir le pouvoir d'Etat, on calque ses aspirations sur celles du capitalisme et on le gère en dévoué serviteur...

Ce que les anarchistes disent depuis un siècle, nous continuerons à le répéter : on ne construit pas une nouvelle société en prenant les armes de l'adversaire.

# communiqués éditions

• **PARIS**  
 Depuis le samedi 18 mai, le groupe Louise-Michel tient ses permanences le samedi après-midi dès 16 h dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche).

• **SECRETARIAT HISTOIRE**  
 Recherche toute photo récente et ancienne pouvant intéresser le mouvement anarchiste. Elles sont à adresser à la librairie du Monde libertaire.

• **PARIS**  
 Le samedi 22 juin 1985, de 14 h à 19 h, place des Abbesses, aura lieu une fête organisée à l'initiative de groupes de la F.A., avec la participation : d'organisations de consommateurs, de la Ligue des droits de l'homme, d'organisations de libertaires chiliens et des pays de l'Est, d'organisations antiracistes, de l'Union pacifiste de France.

La partie spectacle sera animée par Marc Robine et le groupe Chanteur-Livreur. Sont prévues : des animations de stands F.A., des animations vidéos (*Ecoutez May Picqueray, Foi d'anar, Radio-Libertaire*), des expositions (Nestor Makhno, Commune de Paris), et une table de presse.

Nous vous rappelons que la librairie du Monde libertaire organise « Les six jours du livre anarchiste », du 17 juin au 22 juin, à son siège : 145, rue Amelot, 75011 Paris (métros Oberkampf, République, Filles-du-Calvaire).

**Au programme :**  
 Jeudi 20 juin : coup d'œil sur l'histoire du mouvement libertaire allemand à l'occasion de la sortie de la brochure de Rudolf Rocker *Anarchisme et organisation*, publiée par les éditions Spartacus. Débat à la librairie à partir de 18 h 30.

Vendredi 21 juin : « Les luttes de libération nationale, régionalisme, tiers monde, colonialisme » est le thème de cette journée, à l'occasion de l'édition d'une brochure, *Les luttes de libération nationale*, par le groupe Louise-Michel (Fédération anarchiste). Débat à partir de 18 h 30.

Samedi 22 juin : « La pédagogie libertaire », avec la participation de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires, à propos du livre *Francisco Ferrer, sa vie, son œuvre* qui vient d'être réédité. Débat à partir de 16 h.

Les administrateurs

La librairie du Monde libertaire  
 145, rue Amelot  
 75011 Paris  
 est ouverte  
 du lundi au samedi  
 de 10 h à 19 h 30

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
 Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien  Règlement

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre  Règlement

la jointure au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

• **« LA RUE »**  
 « La Rue » n° 35 est parue, à son sommaire : Le socialisme et le pouvoir en France (I.I.A.), Communication : les nouveaux pouvoirs (Roland Boisdeveix), Bakounine faisait-il de la politique ? (Eric Vilain), Pouvoir d'achat : querelle de mots (A.B.C.), Les expériences étatiques autogestionnaires (Gaetano), des nouvelles et un inédit tiré de « Souvenirs d'un anarchiste » (Maurice Joyeux). Son prix : 35 F.

L'abonnement pour 4 numéros : 120 F. On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• **« VOLONTÉ ANARCHISTE »**  
 « Volonté anarchiste » n° 27 : « Karl Marx ou la perversion du socialisme » de Alexandre Marc, vient de paraître.

Nombre d'écrits démontrent combien Marx était un bourgeois dans sa vie privée, une crapule politicienne dans sa vie publique et un théoricien de la dictature. Néanmoins, un certain snobisme consiste à le créditer d'une analyse de valeur, indépendante de ses propositions politiques. Cette brochure explique comment sa dialectique idéaliste et sa philosophie réformiste sont étroitement liées à ses aspirations politiques.

« Volonté anarchiste », 20 F le numéro, en vente à la librairie du Monde libertaire.

L'abonnement (8 n°) : 150 F (soutien : 200 F). Groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. (C.C.P. A.S.H., n° 21 600 42 C, Paris.)

• **CASSETTES**  
 On peut toujours se procurer les cassettes des émissions de Radio-Libertaire avec le biologiste Henri Laborit. « L'Homme et la Ville » (1) ; « La Nouvelle Grille » (2) ; « Eloge de la fuite » (3) ; « Copernic n'y a pas changé grand-chose » (4) ; « La Colombe assassinée » (5). 90 minutes chacune. 60 F l'unité, 250 F la série. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de D.M.C. Frais d'envoi : prévoir 10% de la commande.

• **AFFICHE**  
 La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche de propagande. Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix unitaire de 0,70 F pour 10 exemplaires et plus, et 5 F l'exemplaire (format : 44 x 56).



• **AUTOCOLLANTS**  
 La Fédération anarchiste vient d'éditer trois autocollants qui sont disponibles au prix de 1 F l'unité, et 0,40 F chacun à partir de 10 exemplaires (format : 8,5 x 11).



## sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3 : Crise réelle et fausses explications — PAGE 4 : Dominique Lestrat, cela recommence I, E. Maire : c'est reparti pour 3 ans, O.C.E.-France, En Bref — PAGE 5 : Christian Frigoult, Lettre à un insoumis, S.O.S.-Racisme : la fête, Procès Alligre antiraciste, Encore un procès... — PAGE 6 : Austérité et Education nationale — PAGE 7 : A propos du Conseil de l'Ordre, Réforme du code de la mutualité — PAGE 8 : Nicaragua, Grande-Bretagne, R.F.A. — PAGE 9 : Carte économique-politique, Condamnation en R.F.A. pour propos antimilitaristes — PAGE 10 : La réforme du code de la mutualité (suite), Comment un service secret anarchiste... — PAGE 11 : Notes de lecture, Programmes R.-L., « Anarfac », Berurier noir — PAGE 12 : Journée « Porte ouverte » à S.K.F.-lvry, S.K.F. : multinationale, P.C.-C.G.T.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :  
 le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
 Tél. : 805.34.08

## liste des permanences des groupes f.a.

**RÉGION PARISIENNE**  
**PARIS**  
 Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.  
 Groupe « Varin », Paris 15<sup>e</sup> : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.  
 Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.  
 Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Plat, 75020 Paris.  
**BANLIEUE**  
**SEINE-ET-MARNE**  
 Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.  
**HAUTS-DE-SEINE**  
 Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58.  
**VAL-D'OISE**  
 Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.  
**VAL-DE-MARNE**  
 Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Agliaé-Crettet, Vitry.

## liste des groupes f.a.

• **PROVINCE**  
 • **GROUPES**  
 Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charentes maritimes : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• **LIAISONS**  
 Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Lot-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• **RÉGION PARISIENNE**  
 • **GROUPES**  
 Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
 Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Haute-de-Seine : La Défense/Courbevois/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.  
 • **LIAISONS**  
 Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.  
 • **LIAISONS PROFESSIONNELLES :**  
 O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, B.N.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

# CRISE RÉELLE ET FAUSSES EXPLICATIONS

**C'**EST la crise : crise de nerfs pour Adjani, crise cardiaque pour Andropov, crise internationale à la libanaise, crise spirituelle à la Garaudy, crise de larmes et crise à S.K.F. Le terme est partout... A-t-il pour autant un sens ? La crise, économique initialement, c'est quoi ? Et surtout, qu'est-ce qu'elle n'est pas ?

## Les manifestations de la crise

Pour saisir comment se présente la rupture que l'on date, un peu rapidement, de 1973, il suffit d'examiner l'évolution des principaux indicateurs de « santé » du capitalisme. Ralentissement de la croissance : la croissance du produit intérieur brut (P.I.B.) des pays capitalistes développés passe de 5,1% pour 1960-1973 à 2% pour 1973-1982. Pousée du chômage : pour la Communauté économique européenne (C.E.E.) de 1970 à 1982, le taux de chômage par rapport à la population active passe de 2% à 9,4%.

Augmentation de l'inflation : la hausse moyenne annuelle des prix pour les pays de l'O.C.D.E. passe de 5,4% entre 1967 et 1973, à 10,4% entre 1973 et 1980. Chute des investissements plus rapide que la baisse de la consommation : le taux de croissance de l'investissement brut était en France de 7,4% annuellement pour 1960-1973, il passe à 1,6% pour 1975-1979. A ces indicateurs se superpose une chute de la rentabilité des entreprises, industrielles principalement, les travaux du C.E.P.I.I. publiés dans *Le Monde* du 25 janvier 1983 le montrent à l'évidence. Ce repérage des « ruptures économiques » cerne le visage du phénomène « crise économique », il n'explique pas la logique de sa production.

« Les émirs nous matraquent » titrait *France-Soir* en juin 1979. C'est là une opinion aussi répandue qu'elle est fautive. La facture pétrolière a eu, nous dit-on, un effet important sur l'équilibre extérieur des pays dépendants en matière énergétique. Il est exact que fin 1973, le prix du baril passe de 3,1 dollars à près de

12 dollars en 1974. En 1980, second choc pétrolier, il augmente de 24 à 36 dollars. L'impact sur l'équilibre extérieur de certains Etats fut effectivement important.

Malgré tout, les pays ayant subi le plus fortement la crise ne sont pas forcément ceux qui connaissent la facture pétrolière la plus lourde. La Grande-Bretagne, pourtant exportatrice de pétrole, est touchée de plein fouet. Le Japon, en dépendance énergétique quasi-complète, s'en tire au contraire nettement mieux dans la jungle du marché mondial. La crise, ce n'est pas « la faute aux Arabes » ! Il faut être sérieux : lorsqu'on mesure en francs constants — c'est-à-dire une fois déduite la hausse générale des prix —, on observe par rapport à 1958 une baisse du prix du baril (voir *Alternative économique* n° 4). Enfin depuis avril 1981, et de façon brutale début 1983, le prix du baril diminue clairement : la crise ne recule pas pour autant. Facteur d'accélération et de précipitation de la crise, les chocs pétroliers n'en sont pas la cause.

## Le tiers monde n'est pas coupable

Les nouveaux pays industrialisés (N.P.I.) nous font concurrence, provoquant le chômage. Les usines textiles des Vosges ferment et on importe des chemises *made in Singapore*. Voici pour l'image d'Epinal. La réalité est différente ! Le poids des pays du sud pris dans leur ensemble de la production mondiale était inférieur à 12% en 1980. Même si leur part dans les exportations augmente, elle reste singulièrement limitée. En 1980, le tiers monde ne représentait que 7,4% des exportations mondiales de produits métalliques, et que 7,5% des exportations mondiales pour les autres produits.

De plus, l'industrialisation des N.P.I., largement due aux exportations de capitaux et à la délocalisation des multinationales, provoque en retour des commandes en biens d'équipement pour les pays capitalistes industrialisés. Le rapport Berthelot/de Bandt publié en 1982 par *La*

3014 A AFFICHAGE TOULONNAIS

# impôts, charges



arrêtons d'enfoncer nos entreprises

Union Patronale du Var

La crise ? Impôts, charges...

*Documentation française* fournit à ce propos de précieuses indications : le solde commercial français avec les pays en voie de développement non-pétroliers est régulièrement positif ; en 1981, la France réalisait un excédent de 23 milliards de francs. De 1973 à 1980, les emplois créés par l'augmentation des exportations vers les tiers monde se situent entre 220 000 et 360 000, alors que les pertes d'emplois du fait de l'accroissement des importations sont comprises entre 70 000 et 100 000. Le Nord « gagne » à échanger avec le Sud ; à écraser le tiers monde, les capitalistes tout au moins s'enrichissent. La crise n'est pas due aux Arabes (pas plus que le chômage n'est dû aux immigrés), elle n'est pas non plus de « la faute aux N.P.I. ».

Les économistes libéraux, de J. Rueff à Bacon, Eltis et Laffer, avancent que le développement des allocations chômage, du S.M.I.G., du pouvoir des syndicats, de la fiscalité redistributive constituent les causes de la crise. Ces facteurs extérieurs au marché viendraient perturber son pseudo « bon fonctionnement naturel ». Et l'augmentation des impôts désinciterait les capitalistes à travailler, à épargner, à investir.

Selon Bacon et Eltis, le développement du secteur public comprimerait les possibilités de développement du secteur privé. Outre l'aspect tout à fait conservateur de l'argumentation, son plus grand défaut est tout simplement qu'économiquement, il ne tient pas. Ainsi le développement de la protection sociale (allocations chômage, S.M.I.G., sécurité sociale) a contribué de 1973 à aujourd'hui, à soutenir et à éviter l'entrée dans des mouvements cumulatifs descendants du type de ceux de la crise de 1929.

Par ailleurs, le relèvement du taux de la fiscalité (impôts et taxes) est bien plus une conséquence de la crise qu'une de ses causes : certaines dépenses supplémentaires résultent de l'augmentation du chômage, résultat de la crise. Enfin si l'on effectue une comparaison internationale, les pays où le service public est le plus étendu ne sont pas ceux qui subissent la crise la plus grave. Au Japon, le rôle du ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur est au cœur

de ce que certains nomment le « miracle économique japonais ». Le Japon n'est pas un modèle, loin s'en faut, mais l'exemple précédent détruit les thèses libérales classiques.

## Assez de diversions !

La science est rarement neutre, les sciences économiques n'échappent pas à la règle. Sous couvert d'explications de la crise en référence au pétrole, aux N.P.I. ou au service public, pénètrent des leitmotivs d'une utilité manifeste pour le capitalisme. S'en prendre aux Arabes pour rendre compte de nos maux, c'est contribuer à souder dans l'effort la communauté nationale, à provoquer ces fameux réflexes d'« union sacrée » et de mobilisation des travailleurs face à un pseudo ennemi étranger, un réflexe de repli face à l'encerclement.

A qui profite une mobilisation d'ouvriers muets ? Les conseils d'administration se frottent les mains. Expliquer la crise du fait de la compétitivité des N.P.I. revient souvent à déplorer notre absence de rentabilité dans l'entreprise. Aussi, au C.N.P.F., nombreux sont ceux qui aimeraient singer le modèle « Hong-Kong » et « Taïwan » : salaires de misère, pas de législation sociale, pas de syndicats. Par ailleurs, accuser pêle-mêle, à la manière des libéraux américains, les 30 milliards de francs de déficit de l'assurance chômage, le déficit de la sécurité sociale, les fonctionnaires en surnombre (« toujours prêts à faire grève »), les impôts, masque une volonté nette de retour à l'Etat-gendarme du XIX<sup>e</sup> siècle, à son laisser-faire économique.

Le libéralisme se montre plus que jamais ici pour ce qu'il est, « la liberté du renard dans le poulailler ». Il convient de répondre point par point aux pseudo-explications qui dissimulent des intérêts manifestes pour le capitalisme. Non ! Serge July, nous ne crierons pas : « Vive la crise ! », car cette crise du fordisme que nous vivons, qui n'est pas une crise pour l'univers du Capital, signifie l'austérité et la précarité pour le monde du Travail.

Willy Pelletier



La crise ? C'est la faute aux Arabes !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## DOMINIQUE LESTRAT CELA RECOMMENCE

Il y a tout juste un an, le 22 mai 1984, Dominique Lestrat commençait une grève de la faim, qui devait durer 43 jours. Licencié sous des prétextes fallacieux pour avoir défendu des options thérapeutiques mises en place depuis 16 ans dans le service de psychiatrie infanto-juvénile du C.H.S. de Prémontré ; son action avait trouvé un large écho dans la presse locale et nationale et sur les ondes des radios locales ou régionales (se reporter aux numéros des *Monde libertaires* du mois de juin 1984).

Soutenu par de nombreuses organisations politiques et syndicales, par des associations de parents d'enfants, Dominique Lestrat, militant de la Fédération anarchiste, avait obtenu de l'Etat d'être payé jusqu'à ce que le tribunal administratif statue sur le fond de cette affaire. Un document signé par le préfet de l'Aisne l'atteste formellement et sans aucune ambiguïté.

Moins d'un an après, à la demande du directeur — celui là-même qui avait licencié Dominique —, le conseil d'administration de l'hôpital psychia-

trique de Prémontré décide d'arrêter tout paiement, et ce en dépit des engagements signés au nom du gouvernement par la préfecture.

De plus, aucun courrier ne lui a été envoyé, Dominique a appris l'arrêt de son traitement par sa banque, lui annonçant un découvert. Il ne recevait, malgré des demandes répétées de son avocat, ni bulletin de salaire ni aucun autre justificatif financier.

Apparemment la casse du service de psychiatrie infanto-

juvénile orchestrée par le nouveau directeur, Georges Imbert, ancien lieutenant-colonel, nommé par le gouvernement socialiste de François Mitterrand, ne suffit pas. Il lui faut encore s'acharner sur Dominique...

Quel que soit l'usage du pouvoir : abusif ou totalitaire, l'histoire montre qu'il y a toujours des êtres humains pour assumer une révolte et défendre la liberté et les valeurs humaines.

Quand un ancien militaire devenant directeur d'un hôpital psychiatrique transforme ce

lieu de soins en goulag, créant la peur comme sous l'occupation, venant contrecarrer et annuler tout le travail médical et psychologique de ces dernières années, qui avait fait que ce lieu était devenu autre chose qu'un asile, cela est intolérable et... révoltant.

Cette révolte, pour l'avoir menée, Dominique Lestrat a été licencié. La surdité, voire la complicité des autorités de tutelle (D.A.S.S., préfecture de l'Aisne), ne lui a laissé comme seul recours qu'une longue grève de la faim.

Des jeux de pouvoir abjects ont empêché le ministère d'assumer ses responsabilités. En sera-t-il encore de même ? La grève de la faim avait pris fin le 3 juillet 1984 sur un engagement écrit de l'Etat de payer Dominique Lestrat jusqu'au procès du tribunal administratif (dont la date n'est pas encore fixée). Appartient-il à un directeur d'hôpital psychiatrique, fût-il Georges Imbert, de revenir sur un engagement signé par le préfet précédemment en poste ? M. Imbert profite-t-il de l'arrivée d'un nouveau préfet pour continuer à régler des comptes personnels ?

D'ores et déjà un comité de soutien s'est reconstitué. Les murs de la région commencent à voir refluer les « bombages » de soutien, alors que ceux de l'an passé n'avaient pas encore tous disparus. L'humour n'y manque pas. Ainsi on peut lire sur les murs de l'hôpital de Prémontré : « Un verre, ça va ; Imbert, c'est trop ! » et autres « Imbert, personne n'en veut... jetez-le ! », à côté de « Nous exigeons une paie pour Dominique Lestrat ! » et « Nous exigeons le respect des engagements de l'Etat ! ».

Dominique est bien déterminé à obtenir le respect des engagements pris. Ce n'est pas le nouveau directeur de cabinet du préfet qui le fera changer d'avis (n'a-t-il pas, pour répondre aux interrogations de Dominique, menacé de lui faire rembourser les salaires versés depuis un an !). Il ne fait pas bon sous-estimer un anarchiste. Dominique est d'ailleurs prêt à recommencer une grève de la faim si la situation n'évolue pas rapidement dans le bon sens. A suivre donc...

Gr. d'Anizy-le-Château



Dominique Lestrat pendant sa grève de la faim.

Luc Delahaye

## A LA C.F.D.T., MAIRE

### C'EST REPARTI POUR TROIS ANS !

Le 40<sup>e</sup> congrès de la confédération qui s'est déroulé à Bordeaux du 12 au 15 juin 1985 n'aura pas été sans surprises parce qu'il aura permis à Edmond Maire d'être reconduit une nouvelle fois dans ses fonctions pour encore trois ans, après 14 années de secrétariat général au sein de l'organisation.

C'est par un véritable coup d'éclat en effet qu'Edmond Maire a réussi à obtenir une large majorité sur le rapport d'activité, au terme d'un discours de deux heures environ. Le quitus a été voté à 63,22% (soit une progression de 4% par rapport au dernier congrès) ! Il faut tout de même préciser que le quitus qui sanctionne habituellement un rapport d'activité sur les trois années écoulées a porté cette année sur un double enjeu puisque E. Maire a habilement manœuvré pour que les congressistes se prononcent également sur le rapport d'orientation *Ce que veut la C.F.D.T.*

Ce congrès aura certainement permis à Edmond Maire de « resserrer les rangs » au sein de la C.F.D.T. puisqu'une bonne partie de son intervention a consisté à fustiger l'opposition (Pancho Villa, « Pour une autre démarche syndicale », l'union régionale Basse-Normandie, Hacutex... ) (1) qui opérera un recul de 3% par rapport à 1982. Il aura surtout fait preuve d'une radicalisation des militants C.F.D.T. : les « indéciés » étant de plus en plus réduits et l'opposition, bien qu'en régression, se prononçant sur des bases beaucoup plus claires et plus tranchées.

Quoi qu'il en soit, s'il est vrai que les orientations (2) qui se sont dégagées de ce 40<sup>e</sup> congrès mettent en avant les thé-

ses « modernistes » de la C.F.D.T. (notamment sur l'adaptation du syndicalisme à la modernisation de la société !), il n'en reste pas moins que 65% des congressistes étaient composés cette année de permanents et détachés... Ceci expliquant (peut-être) cela ! Les oppositionalistes auront (n'en doutons pas) du pain sur la planche pour les années à venir !

Liliane

(1) La fédération Hacutex (habillement, cuir, textile) se prononçant pour un syndicalisme de classes et de masse, son contre-projet a été refusé en tant que tel et a été proposé en amendement (il obtiendra 31,32% pour et 68,67% contre).

(2) Un article plus complet sur les analyses à tirer de ce 40<sup>e</sup> congrès et sur ses orientations sera publié dans le prochain « Monde libertaire ».



## JOURNÉE D'ACTION CHEZ O.C.E.-FRANCE

PROFITANT d'une journée de démonstration d'un nouveau matériel dans l'établissement de Montreuil, destiné à la S.N.C.F., les travailleurs du service livraison de Montrouge ont déclenché un mouvement de grève d'une journée. Pendant que la directrice du département logistique discutait avec les grévistes, le directeur du personnel patrouillait dans l'établissement en compagnie d'un huissier.

A l'heure du déjeuner, les délégués de Montreuil informaient leurs collègues de Montrouge que la direction avait bouclé leur établissement au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité. Cette décision amena le personnel en grève de Montrouge à se déplacer à Montreuil, où ils trouvèrent effectivement les portes fermées avec devant un piquet composé de directeurs, cadres et un huissier, filtrant les entrées et les sorties. Au coin de la rue, une voiture banalisée de la police complétait le tableau.

Après une heure de présence avec leurs banderoles, les grévistes regagnaient leurs logis non sans avoir « remercié » le piquet de la direction de son accueil. Par cette journée d'action, le service livraison de Montrouge a prouvé qu'il n'était pas prêt à baisser les bras devant une direction dont le mépris des travailleurs est une constante.

Françoise



## en bref...en bref...

• Anarfac n° 3 (juin) est sorti. Dossier spécial : 6 F. en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

• La librairie associative L'En-dehors organise le vendredi 21 juin, à 20 h 30, salle de la Nouvelle Athénée, place Saint-Christophy, une rencontre-débat sur la Nouvelle-Calédonie, avec Claude Gabriel et V. Kermel, auteurs de l'ouvrage : *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*, et Daniel Guerrier, membre de l'association Informations et soutien aux droits du peuple kanak.

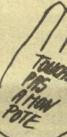
Un diaporama sera également projeté. Librairie L'En-dehors, 46, rue du Mirail, 33000 Bordeaux (tél : (56) 92.17.78).

V E R  
go  
a été tra  
la maison  
tants du  
cal étai  
banderol  
Depuis  
dernières  
reçues de

« On  
insoumis  
forme m  
un pléon  
seul et  
non ! le  
loi fran  
s'agit de

« C'est  
je me re  
mission e  
refus ca  
ance. De  
danger q  
société le  
d'un indi  
et manife  
le K.G.B.  
entendre  
prison de  
préférabl  
détention

« C'est  
prison, q  
naître de



S.

A fé  
été d  
L sont  
aux racist  
réjouir ! Et

A l'inve  
l'égalité d  
par le pou  
contrôles  
ciale de la  
S.O.S.-Ra  
du « Touc  
est certes  
tement ce  
et de ses a

Après a  
chant-Le f  
gne xéno  
ser, l'Etat  
les médias  
moins ouv  
de la Con  
célèbre de  
en œuvre  
pole de l'an

Parce qu  
sans dang  
procès pou  
antifasciste  
ser au Fro  
contre les n  
de la politici

En revan  
crite sur le  
pour qui ?  
Le seul i  
a été, l'esp  
taines de n  
cistes ne m  
te, c'est à  
en œuvre p  
capitaliste e

## DERNIÈRES NOUVELLES DE CHRISTIAN FRIGOULT

VENDREDI 31 mai, à Rennes, Christian Frigoult, insoumis total, a été transféré de la caserne à la maison d'arrêt. Des représentants du comité de soutien local étaient présents avec des banderoles.

Depuis cette date, voici les dernières nouvelles que nous ayons reçues de Christian :

« On pourrait penser qu'un insoumis refusant de porter l'uniforme militaire constitue, sinon un pléonasme, du moins un seul et même délit. Eh bien non ! le monument qu'est la loi française considère qu'il s'agit de deux délits distincts.

« C'est la raison pour laquelle je me retrouve inculpé d'insoumission en temps de paix et de refus caractéristique d'obéissance. De plus, étant donné le danger que représente pour la société le maintien en liberté d'un individu aussi dangereux et manifestement manipulé par le K.G.B. (comme me l'a laissé entendre le psychiatre (1) de la prison de Rennes), il a été jugé préférable de me mettre en détention provisoire.

« C'est donc du fond d'une prison, qui ne doit pas connaître de problèmes de surpo-

pulation puisque je dispose à moi seul d'une cellule où dans d'autres prisons on arriverait à caser trois, voire quatre détenus... C'est donc du fond d'une prison, vous disais-je, que je vous donne de mes nouvelles.

Alors que Thierry Maricourt peut légitimement fêter son retour à la liberté, d'autres insoumis continuent à goûter le confort des géolés socialistes. Il ne faudrait pourtant pas croire qu'ils sont réduits au silence. Comme l'a prouvé Thierry et comme je le prouve en ces quelques lignes, nous continuons et nous continuerons à nous élever contre un système qui n'a rien trouvé — peut-être n'a-t-il pas vraiment cherché ? — de mieux que d'enfermer ses réfractaires et ses déviants, le plus souvent dans des conditions misérables. (...) »

Selon le désir de Christian Frigoult, le comité de soutien prend des contacts avec des personnalités pouvant venir témoigner à son procès. Son avocat, M<sup>e</sup> de Félice, nous a précisé que celui-ci devrait avoir lieu fin juillet.

Nous appelons toutes les personnes qui souhaitent apporter leur soutien aux insoumis

à participer à une journée d'animation qui aura lieu dimanche 23 juin (1), dès 15 h, à la C.N.T., 33, rue des Vignoles, Paris 20<sup>e</sup> (métro Avron ou Buzenval).

Ceci est bien sûr un appel à la solidarité avec les prisonniers d'opinion. En cette période de fête des droits de l'homme (journée du Trocadéro), nous n'avons pas jugé utile pour la nôtre d'inviter M. le président de la République... Nous refusons, par ailleurs, cet illégitime qui consiste à maintenir la « paix » en préparant la guerre et à vendre des armes au tiers monde. Nous ne cautionnerons donc pas un système capitaliste justifiant une armée qu'il soit libéral ou étatique.

Eliane et Dominique  
Comité de soutien  
aux insoumis

(1) Nous demandons aux lecteurs du « Monde libertaire » de nous excuser pour l'annonce erronée (date) de la fête dans le dernier M.L.

Il est toujours aussi important d'écrire à Christian Frigoult à sa nouvelle adresse (voir par ailleurs, ci-contre, le message de soutien de Michel Au-  
vray) : Christian Frigoult, écrou 725.1, maison d'arrêt, 56, boulevard Jacques-Cartier, 35000 Rennes.

## LETTRE A UN INSOUMIS

Bonjour Christian,

Nous ne nous sommes jamais rencontrés et j'ai pourtant l'impression de bien te connaître. De te connaître car je comprends et partage pleinement ton aspiration à vivre libre, à opposer ta ferme détermination aux pressions odieuses dont tu es victime.

Ancien objecteur insoumis, je sais bien que tu as raison de t'opposer résolument au militarisme, raison de résister quoi qu'il en coûte à la soldatesque friande de jeunes normalisés et soumis.

« Historien » ou, plutôt, conteur de l'histoire des réfractaires, de notre commune histoire, je ne sais que trop que la répression des insoumis est absurde et inutile. Absurde et injuste quand plus de cent mille jeunes échappent, en toute légalité, à l'obligation prétendue commune. Inutile car jamais les tribunaux n'ont réussi à supprimer l'insoumission (il faudrait supprimer ses causes, donc transformer la société radicalement), jamais ils n'ont pu faire taire les voix trop rares qui s'élevaient pour dénoncer l'intolérable.

Tu es, nous sommes des gêneurs, des empêcheurs de militariser en silence, des dissidents du monde occidental. Réprimé pour tes idées, prisonnier d'opinion donc, tu poses à la face des résignés cette question essentielle : que serait le pouvoir, les pouvoirs, sans la coopération, l'indifférence, l'apathie des gouvernés ?

Oui le service militaire est liberticide ; oui, la militarisation gangrène la société toute entière ; oui, leur politique militaire est totalitaire et terriblement dangereuse ; oui, toutes les armées sont criminelles. Je te remercie de le rappeler, à ta mesure, avec d'autres.

Par-delà les hauts murs des bastilles de l'ordre, reçois mes amitiés libertaires.

Fraternellement à toi.

Michel Auvery

## ANTIRACISTES ENCORE UN PROCÈS

DEPUIS le début de l'année, le XIX<sup>e</sup> arrondissement, notamment la place des Fêtes, est le théâtre de provocations de la part de l'extrême droite. Suite à la tentative du Front national, le 3 février, d'empêcher l'extrême gauche, le M.R.A.P. et le groupe F.A. du XIX<sup>e</sup> de diffuser leur presse respective, le président du M.R.A.P. de l'arrondissement, Roland Merieux, protesta par écrit auprès des élus et autorités.

En réponse, le maire du XIX<sup>e</sup> arrondissement, M. Feron, l'un des élus, renvoyait dos-à-dos les mouvements présents sur le marché et l'extrême droite. Le M.R.A.P. du XIX<sup>e</sup> s'étonnait alors de « cette neutralité bienveillante » qui semblait amener M. Feron à « justifier l'injustifiable et ainsi à contribuer à décerner un brevet d'honorabilité à des individus peu enclins à respecter les lois de la République française et particulièrement la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, réprimant toute incitation au racisme. »

Quoique membre du C.N.I.P. (Centre national des indépendants et paysans), organisation entretenant des liens intimes avec l'extrême droite, le maire du XIX<sup>e</sup> arrondissement a cru bon devoir réagir : le 29 avril, le M.R.A.P. recevait une citation directe en diffamation.

Ainsi, en ce jour du 12 juin 1985, nous n'avons été guère surpris, lors du procès, de constater la présence de Roland Gaucher, adjoint de M. Le Pen — et ancien disciple de Marcel Déat —, venu soutenir son petit copain, élu de notre arrondissement.

Comme prévu rien n'est sorti de ce procès, si ce n'est le rendez-vous pour une prochaine séance le 16 octobre, à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle où un débat de fond devrait avoir lieu.

Quant au Collectif antiraciste du XIX<sup>e</sup> arrondissement, nous avons pu assister à la tentative d'élargissement du cartel du départ (extrême gauche, M.R.A.P., F.A.) au P.S. et au P.C., champions de l'antiracisme de façade. Cette pratique gauchiste classique n'a eu pour effet que d'anesthésier le mouvement pour conduire à ce rassemblement le soir du procès où l'on comptait moins

d'une centaine de personnes perdues sur la place du Châtelet.

Ainsi l'antiracisme traditionnel et gentillet (procès, tracts de protestation) n'est guère motivant pour les « masses populaires ». Cela se comprend aisément. Le travail réel s'effectue sur le terrain, dans une perspective certainement plus offensive. Il est absurde de « collaborer » avec des partis politiques qui savent très bien — même à des degrés divers — utiliser électoralement les sentiments xénophobes de la France profonde.

Pierre-Yves  
Gr. Pierre-Besnard

## PROCÈS LE PEN ET ALIGRE ANTIRACISTE

Le vendredi 14 juin, à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, avait lieu le deuxième acte du procès en diffamation intenté par J.-M. Le Pen d'une part et le Front national d'autre part à l'encontre du Collectif Aligre antiraciste (Radio-Aligre, Comité antiraciste du XII<sup>e</sup>, Radio-Soleil-Goutte-d'Or, permanences antiracistes, groupe F.A. du XI<sup>e</sup>).

Le premier acte joué le 31 mai avait été marqué par une bataille de procédure de la part des avocats du collectif, visant à faire annuler la plainte pour vice de forme. Le résultat des délibérations mérite notre attention : J.-M. Le Pen, en tant que personne physique, a vu sa plainte être déclarée

recevable, en revanche celle du F.N. est annulée.

Cela pour une raison simple (1) : le Front national de Le Pen n'existe pas juridiquement. Le F.N. est en fait « déposé », en tant que « marque » et association, sous la dénomination exacte de Front national pour l'unité française.

En revanche, la marque « Front national » appartient à une association fondée en 1934 et qui n'est pas assimilable au parti de Le Pen. Simple ! non ?

Troisième acte : le 27 juin. Là le débat sur le fond aura lieu, c'est-à-dire en ce qui concerne le caractère fasciste et raciste du F.N.

Gr. Paris 11<sup>e</sup>



## LA FÊTE S.O.S.-RACISME

LA fête de S.O.S.-Racisme samedi dernier à la Concorde a été un succès incontestable. Plus de 400 000 personnes se sont retrouvées, très jeunes pour la plupart, pour dire non aux racistes, aux Le Pen et Cie. Voilà qui, a priori, devrait nous réjouir ! Et pourtant... Beaucoup d'ombres au tableau.

A l'inverse des rouleurs de Convergence 84 qui revendiquaient l'égalité des droits, qui combattaient les mesures racistes prises par le pouvoir socialiste (regroupement familial, rafles, expulsions, contrôles au faciès, etc.) autant que les incitations à la haine raciale de la part de l'extrême droite et de la droite traditionnelle, S.O.S.-Racisme se cantonne volontairement sur l'unique terrain du « Touche pas à mon pote ! ». L'initiative de la petite main est certes très sympathique, mais très limitée aussi... et c'est exactement ce qu'attend le gouvernement socialiste de Harlem Désir et de ses amis !

Après avoir facilité l'arrivée sous les projecteurs du grand Méchant-Le Pen, après avoir laissé se développer une vaste campagne xénophobe et raciste sans rien mettre en œuvre pour s'y opposer, l'Etat-P.S. inverse à présent la manœuvre : il impulse dans les médias la petite main de S.O.S.-Racisme, il participe plus ou moins ouvertement à l'organisation de la grande-messe antiraciste de la Concorde (l'installation a été réalisée par l'armée, bastion célèbre de l'antiracisme, comme chacun sait !) ; bref, tout est mis en œuvre pour que S.O.S.-Racisme ait en quelque sorte le « monopole de l'antiracisme » en France.

Parce que « Touche à mon pote ! » se veut apolitique et donc sans danger pour le pouvoir. Lorsque des antifascistes passent en procès pour avoir osé qualifier Le Pen de raciste, quand quatre antifascistes toulousains croupissent en prison pour s'être opposés au Front national, S.O.S.-Racisme garde le silence. Protester contre les mesures de Géorgina Dufoux ou les rafles à Barbés, c'est de la politique, donc S.O.S.-Racisme se tait !

En revanche, quand S.O.S.-Racisme appelle les Beurs à s'inscrire sur les listes électorales, c'est « apolitique » ? Et pour voter pour qui ?

Le seul intérêt reste que, malgré tout, la place de la Concorde a été, l'espace d'une nuit, un lieu de convergence pour des centaines de milliers de lycéens. On peut être sûr que jamais les racistes ne mobiliseront la jeunesse avec un tel succès ! Pour le reste, c'est à nous, révolutionnaires, qu'il appartient de tout mettre en œuvre pour que l'antiracisme reste indissociable de la lutte anticapitaliste et antiétatique !

Gil, gr. Libertad

# AUSTÉRITÉ ET ÉDUCATION NATIONALE

Le climat est plutôt à la déprime chez les personnels de l'Éducation nationale : la défaite laïque, la démagogie des nouveaux programmes Chevènement et un budget d'austérité qui fait de plus en plus sentir ses effets.

Qu'on en juge, voici comment s'annonce — pour l'exemple — la rentrée 1985 dans le département de l'Oise :

- Dans le primaire, un nombre record de fermetures de classes, qui ne sera pas compensé par une dérisoire dotation de 33 postes, accordée à l'Oise au vu de sa position particulièrement défavorisée (et encore cette dotation provient-elle de suppressions effectuées dans d'autres départements, les deux autres départements picards, l'Aisne et la Somme, perdant respectivement 12 et 35 postes).
- Dans les collèges, 240 élèves de plus, pour 676 heures d'enseignement en moins ! Les effectifs par classe s'alourdiront donc et certains enseignements disparaîtront...

## L'action s'impose...

Une action qui serait un refus net et massif de cette politique ; est-ce vraiment le chemin choisi par la F.E.N. (Fédération de l'éducation nationale) ? Celle-ci a bien appelé ses 49 syndicats à agir « pour

obtenir des moyens supplémentaires et peser sur les choix du budget 1986 », consignes débouchant sur la manifestation nationale du mercredi 29 mai à Paris. Mais cette manifestation fut préparée en dépit du bon sens.

Tout d'abord, et cela est essentiel, parce que la direction nationale de la F.E.N. ne remet pas en cause la logique budgétaire du gouvernement ; elle aussi appelle à tenir compte des « dures contraintes extérieures ». L'un de ses ténors déclarait même, lors du dernier congrès de Lille : « Toute action syndicale qui se fixe des objectifs dont les solutions sont hors de la marge du gouvernement favorise la droite nationale et internationale ».

C'est donc prendre les personnels de l'Éducation nationale pour des imbéciles : comment ne pas comprendre en effet qu'il y a incompatibilité totale entre l'appel à l'action et le soutien au gouvernement.

## Une manif baclée

Parce qu'ensuite, la direction nationale a tout d'abord appelé à des actions locales. Notre section syndicale de l'Oise a donc organisé une manifestation à l'académie d'Amiens ; quelques temps plus tard, il fallait à nouveau convaincre nos cama-

rades à manifester, à Paris cette fois. Comment ignorer que l'on ne fait pas descendre dans la rue, plusieurs fois de suite, des travailleurs dont on connaît aujourd'hui la démobilisation !

En fait, cet appel à manifester avait un autre but : il s'agissait principalement de calmer une base « remuante » et aussi d'écartier les critiques de soumission au gouvernement qui se font de plus en plus vives. Le S.N.I.-P.E.G.C. (Syndicat des instituteurs et professeurs de collèges, principal syndicat de la F.E.N.) sera bientôt en congrès. Beaucoup de militants reprocheront à la direction ses renoncements ; Barbarant, secrétaire général, une fois de plus pourra répondre que ces attaques sont injustifiées : la preuve, nous avons manifesté...

Il s'agissait donc de mobiliser... sans trop mobiliser ! Et

cela s'est vu ce mercredi 29 mai : une manif ultra rapide, sans prise de parole... Une anecdote : parvenus à une centaine de mètres du point d'arrivée, les manifestants pouvaient entendre le secrétaire de la section de Paris annoncer : « Repliez vos banderoles en marchant, vos cars vous attendent ! » Sans commentaire.

## Le coup de poing sur la table : c'est pour quand ?

Autre preuve, s'il en était besoin. Fabius écrivant à Chevènement dans le but de préparer le projet de loi de finances pour 1986 demande à ce dernier :

- que les dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel) soient réduites de 3% ;
- que les programmes d'équi-

pement diminuent hors inflation de 15% ;

• qu'un pour cent des effectifs en personnel soit mis en réserve, soient 12 000 emplois !

Bref, une rentrée 1986 pire encore que la prochaine. L'École libératrice (hebdo du S.N.I.-P.E.G.C.) n'a pas encore rendu publique cette lettre dans son numéro d'avant manif. Sa publication aurait pourtant provoqué la colère de nombreux enseignants et donc grossi la manifestation. Mais là n'était vraiment pas le but recherché.

Dans ces conditions, réunir plus de 10 000 manifestants était inespéré. Et l'on se prend à rêver : si la F.E.N. se décidait vraiment à engager la lutte... Quant aux syndiqués, finiront-ils par se fâcher, lassés de ces « semblants d'actions » qui ne conduisent à rien ? Il n'est que grand temps !

J.-M. Bavard  
Liaison de Noyon

# L'INSTITUT D'HISTOIRE DES PÉDAGOGIES LIBERTAIRES

Un débat aura lieu à la librairie du Monde libertaire (à l'occasion des « Six jours du livre anarchiste ») le samedi 22 juin, à 16 h, autour du livre Francisco Ferrer, sa vie, son œuvre. Des membres de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires seront présents.

L'Institut d'histoire des pédagogies libertaires est un lieu de recherches et d'édition. Un lieu de confrontation entre les expériences d'éducation libertaire du début de ce siècle et la réalité des mouvements pédagogiques d'aujourd'hui. Un lieu d'édition pour rendre disponibles les textes militants et théoriques de tous ceux qui ont de l'éducation une approche libertaire.

Ces textes qui manquent maintenant où, sous couvert d'efficacité, s'installe l'autoritarisme le plus vieillot, où le gavage républicain efface les quelques traces laissées dans l'institution par ceux qui ont

crû devoir y travailler. La mémoire du mouvement libertaire a gardé les noms (Faure, Ferrer, Robin...), mais que reste-t-il des aspects originaux de chacune de ces expériences ? Comment trouver dans l'histoire des pédagogies libertaires une réponse, une parade à l'intégration croissante des mouvements pédagogiques dans la modernité social-démocrate.

L'I.H.P.L. ne peut pas être l'instrument de cette résurgence libertaire dans l'éducation — celle-ci s'exprime bien plutôt dans les expériences concrètes de lycées « différents », dans l'organisation de « colos » libertaires, dans les tentatives d'école hors de l'insti-

tution et dans les essais quotidiens des compagnons qui rencontrent l'autorité dans leur propre pratique et s'efforcent d'en sortir avec et grâce aux enfants —, mais l'I.H.P.L. peut être un des lieux où cette résurgence s'exprime en présentant, parallèlement aux textes maintenant historiques, des témoignages et des analyses d'expériences actuelles en co-édition avec leurs auteurs-acteurs

L'I.H.P.L. a publié des cahiers :

- N° 1 : Francisco Ferrer (témoignage sur sa vie et son œuvre paru peu après son assassinat et dû au Comité de défense des victimes de la répression espagnole) ;
- N° 2 : Han Ryner, *Le sphinx rouge* (fiction sur la guerre qui vient, l'éducation à la paix, l'individualisme rynérien et l'éducation).

Un bulletin modeste a, jusqu'ici, présenté ces cahiers. A partir du n° 3 (à paraître au cours du deuxième semestre 1985), ce bulletin sera plus important et regroupera témoignages, notes de lecture, revue de la presse libertaire, humeurs et tribunes libres. On peut s'abonner à ce bulletin : 30 F pour les six premiers numéros.

De plus, nous préparons des cahiers sur les sujets suivants :

- Sébastien Faure et La Ruhe ;
- anthologie de l'École émancipée, de l'École émancipée, de l'Éducateur prolétarien de Freinet ;
- *L'Éducation de demain*, de C.-A. Laisant.

Jean-Pierre Caro

Pour toute participation ou renseignement : I.H.P.L., c/o J.-P. Caro, Caradeuc, La Harmoye, 22320 Corlay.

## ÉCOLE D'ÉDUCATEURS DE LAXAOU (NANCY) MOUVEMENT DE GRÈVE

LES élèves en grève dénoncent l'austérité dans les centres de formation. Le secteur social n'est pas épargné par la politique d'austérité. Les budgets en baisse régulière depuis plusieurs années déterminent les orientations des centres de formation de travailleurs sociaux. Cette austérité budgétaire se manifeste par une restructuration entre les écoles, présentée comme le « remède miracle » à la crise, alors même qu'elle entraîne une réduction massive des moyens, une dégradation des conditions et de la qualité de la formation, ainsi que des menaces sur l'emploi !

Nous protestons aussi contre les conditions économiques dans lesquelles nous effectuons notre formation :

Les contrats de formation et de cours d'emploi sont très peu nombreux. En outre, les « pseudos cours d'emploi » se multiplient. Dans ce type de contrat, les élèves sont embauchés à temps partiel et doivent effectuer leur formation sur leur temps de libre en prenant des congés sans solde pour faire leurs stages. Ils n'ont pas de véritable statut de cours d'emploi, pas de remboursement de leurs frais de formation et un emploi non garanti et non équivalent à la durée de la formation (4 ans). Ces « pseudo cours d'emploi » sont souvent des travailleurs taillables et corvéables à merci.

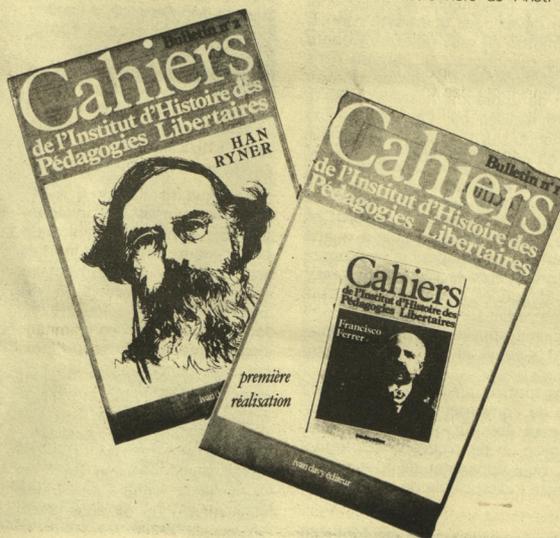
Les bourses d'État annuelles de 10 200 F sont tout à fait insuffisantes et ne sont pas indexées sur le coût de la vie. De plus, des incertitudes existent quant à la reconduction des critères d'attribution de cette bourse.

Les frais de scolarité (plus 100% en deux ans) et de sélection sont de plus en plus coûteux.

Nous nous interrogeons sur la finalité d'une telle formation, faite dans ces conditions, et qui amplifie la « sélection sociale » des futurs travailleurs sociaux. Nous protestons contre l'austérité dans les centres de formation et le secteur social.

Nous revendiquons une formation de qualité faite dans de bonnes conditions et le maintien du potentiel de formation en Lorraine. La situation dans les centres de formation est un enjeu pour tout le secteur social. C'est pourquoi nous appelons l'ensemble du secteur à nous soutenir dans notre mouvement revendicatif.

Assemblée générale gréviste des éducateurs en formation



L'É...  
inter...  
méd...  
avoir exp...  
donne da...  
sant de c...  
tain et to...

— Le « M...  
vous nous ex...  
Conseil de l'U...

— Gérard...  
dre a été cr...  
nement de P...  
idée de la f...  
Dissout en 19...  
par ordonnan...

Il se défini...  
fonction adm...  
juridiction et...  
c'est-à-dire la...  
entre médecin...  
l'exercice de la...

— M.L. : C...  
— G.N. : C...  
mentaux sont...  
médecins. Ces...  
élisent ensuiv...

En fait, cett...  
est totalemen...  
où seulement...  
en moyenne, e...

De toute fa...  
lés à voter p...  
notoriété plut...  
De plus, comm...  
pour changer...  
d'un conseil...  
et illusoire d'e...  
ce biais.

« L...  
A...  
po...  
pour garantie...  
goureux à une...  
tiquement à o...  
ce en une série...

A mutual...  
le 1<sup>er</sup> avri...  
L...  
premier e...  
ce fut un vent...  
ne santé. La l...  
par une ordon...  
gles qui régiss...  
mutualité en 19...

Aujourd'hui, p...  
ne correspond...  
vement mutual...  
sation. Les mu...  
plus ou moins...  
nales), soit elle...  
mutualistes dép...  
rer des œuvres...  
té, cabinets des...  
cliniques, etc.).

Cependant, c...  
réalisées qu'apr...  
ce qui, compte...  
teur libéral (syr...  
etc.) et de sa...  
Ainsi, pour ne...  
nationale de la...  
l'autorisation d'ou...  
tait aucune pha...  
tres de la Santé...  
gouvernements

## A PROPOS DU CONSEIL DE L'ORDRE DES MÉDECINS

**L**E « Monde libertaire » a publié la semaine dernière une interview de Gérard Norel membre du syndicat de la médecine générale de la région Nord/Pas-de-Calais. Après avoir exposé aux lecteurs les propositions du S.M.G., il nous donne dans cet article un éclairage particulièrement intéressant de cette institution, le Conseil de l'Ordre, fondé par Pétain et toujours aussi réactionnaire.

— Le « Monde libertaire » : Pourriez-vous nous exposer en détail ce qu'est le Conseil de l'Ordre ?

— Gérard Norel : Le Conseil de l'Ordre a été créé en 1940 sous le gouvernement de Pétain, ce qui donne déjà une idée de la finalité de cette institution. Dissout en 1944, il a été recréé en 1945 par ordonnance.

Il se définit par trois fonctions : une fonction administrative, une fonction de juridiction et une fonction réglementaire, c'est-à-dire la déontologie — les rapports entre médecins et malades, qui dictent l'exercice de la médecine.

— M.L. : Comment fonctionne l'Ordre ?

— G.N. : Des conseillers départementaux sont élus tous les trois ans par les médecins. Ces conseillers départementaux élisent ensuite la tête de l'Ordre.

En fait, cette représentativité de l'Ordre est totalement illusoire dans la mesure où seulement 40% des médecins votent en moyenne, et 30% à Paris.

De toute façon, les médecins sont appelés à voter pour une personnalité, une notoriété plutôt que sur un programme. De plus, comme il faut en fait neuf ans pour changer totalement les membres d'un conseil régional, il est impossible et illusoire d'espérer un changement par ce biais.

— M.L. : Quelles sont les ressources de l'Ordre ? Et à quoi sont-elles destinées ?

— G.N. : Elles proviennent des cotisations. L'Ordre se veut être un organisme d'entraide pour les veuves de médecins, etc. Or, son budget avoisine les 1,5 milliards de francs. Cette fonction d'entraide ne représente qu'environ 0,3% de ce budget. Le reste servirait à payer les employés, les secrétaires, etc.

— M.L. : Sur quels principes fondamentaux le S.M.G. s'oppose-t-il à l'Ordre ?

— G.N. : Ils sont multiples et vont plus loin qu'une simple remise en question de cette institution.

Les médecins sont dans l'obligation d'adhérer et de cotiser à une institution qui prend des positions publiques qui ne sont pas le fait de tous les médecins. Par exemple, tout le monde se souvient des positions de l'Ordre par rapport à l'avortement, à la contraception. De la même manière, l'Ordre s'est opposé à la médecine salariée et à la médecine de groupe.

Par le passé, il s'est également opposé à la convention avec la Sécurité sociale. En revanche, l'Ordre a avalisé le contrôle médical patronal des arrêts de travail.

— M.L. : Mais quels sont les moyens de lutte ou de résistance à l'Ordre ?

— G.N. : Le seul moyen est en fait de refuser de payer les cotisations.

— M.L. : Et que se passe-t-il dans ce cas ?

— G.N. : Justement, plusieurs d'entre nous sont actuellement en procès. L'Ordre intente donc un procès pour dettes. Un tiers de ces procès sont gagnés par les médecins. Mais l'Ordre pourvoit en cassation qui pour l'instant a toujours annulé le premier verdict. C'est ce qui s'est produit à Calais en 1983. Les médecins sont de nouveau assignés en justice au tribunal d'Amiens.

En fait, un cinquième des médecins n'acquiescent pas leurs cotisations et une partie des autres le font pour éviter les ennuis et les représailles.

— M.L. : Mais alors justement, quelle est cette fonction juridique dont nous parlions précédemment ?

— G.N. : En fait, l'Ordre, parallèlement à tout procès, peut juger un médecin. Au cours d'un procès à huis-clos, les membres de l'Ordre réunis en un véritable tribunal d'exception où l'Ordre est à la fois plaignant, accusateur et juge, peuvent réprimer, blâmer, voire exclure de la profession tout médecin qui leur paraît pas conforme aux règles qu'ils ont eux-mêmes édictées. Il faut donc arrêter cette confiscation de la justice. Et nous n'attendons plus la réalisation de la promesse faite par Mitterrand de dissoudre cette institution ainsi que tous les autres ordres professionnels tels que celui des pharmaciens, des sage-femmes, etc.

— M.L. : De quelle façon la contestation de l'Ordre s'organise-t-elle ?

— G.N. : En janvier 1985, à l'issue d'un appel regroupant 1 200 signatures de médecins réclamant la dissolution de l'Ordre, un collectif national s'est créé. Il s'agit de l'Union nationale des médecins pour la dissolution de l'Ordre (U.N.A.-M.D.O.R.).

L'U.N.A.M.D.O.R. se donne pour objectif d'appeler les médecins à ne plus acquiescer leurs cotisations, de diffuser des informations sur l'Ordre, ses fonctions, ses méfaits, d'aider les médecins en procès contre l'Ordre. Nous sommes totalement partie prenante de ce collectif afin d'exiger à tous les niveaux la dissolution de l'Ordre, afin d'impulser un débat national sur la déontologie médicale et afin de faire des propositions alternatives aux fonctions actuelles de l'Ordre.

Propos recueillis par le groupe de Lille

Adresse du S.M.G. Nord/Pas-de-Calais : 13/1, rue de Brève, 59650 Villeneuve-d'Ascq.  
Adresse du S.M.G., siège confédéral : 31, rue Ducrès, 75014 Paris (tél. : 543.68.24).



## LA RÉFORME DU CODE DE LA MUTUALITÉ UN COUP DE PLUMEAU !

« **L** A vraie mutualité est celle qui donne, promet et assure service pour service, valeur pour valeur, crédit pour crédit, garantie pour garantie ; qui, substituant partout un droit rigoureux à une charité languissante... tend systématiquement à organiser le principe même de la justice en une série de devoirs positifs. » (1).

P.-J. Proudhon

**L**A mutualité a eu sa première charte « libérale » le 1<sup>er</sup> avril 1898. Après la chape de plomb que premier et second Empire avaient pesé sur elle, ce fut un vent frais de liberté qui lui redonna une bonne santé. La loi de 1898 fut profondément remaniée par une ordonnance en 1945, puis l'ensemble des règles qui régissent la mutualité devint le Code de la mutualité en 1955.

Aujourd'hui, plusieurs articles du code sont désuets, ne correspondent plus du tout à l'importance du mouvement mutualiste dans l'économie ni à son organisation. Les mutuelles ont soit acquis une puissance plus ou moins considérable (Sociétés mutualistes nationales), soit elles se sont unies pour former des unions mutualistes départementales capables de créer, de gérer des œuvres sociales importantes (centres de santé, cabinets dentaires, centres d'optique, pharmacies, cliniques, etc.).

Cependant, ces œuvres sociales ne pouvaient être réalisées qu'après autorisation du ministère de tutelle, ce qui, compte tenu de l'esprit rétrograde du secteur libéral (syndicats de médecins, de pharmaciens, etc.) et de sa puissance n'était pas facile à obtenir. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, la Mutuelle nationale de la presse et du livre avait reçu, en 1971, l'autorisation d'ouvrir une pharmacie à Paris où il n'existait aucune pharmacie mutualiste (2). Tous les ministres de la Santé qui se sont succédés dans les divers gouvernements de droite ont refusé l'autorisation.



d'ouverture malgré plusieurs condamnations du tribunal administratif et du Conseil d'Etat ! L'accord n'a été donné qu'en septembre 1981...

Il s'agissait donc, pour la mutualité, de faire disparaître les pesanteurs administratives contenues dans le code devenu « un corset contraignant plus qu'un guide de l'action » (François Mitterrand *dixit* au congrès de la mutualité française en 1982).

Mais outre les modifications de textes caducs, la mutualité a demandé d'inclure dans le code de nouvelles dispositions concernant notamment :

- La reconnaissance du « fait » mutualiste à l'entreprise, ce qui entraîne l'extension aux élus mutualistes des dispositions du Code du travail relatives aux délégués du personnel et aux comités d'entreprise (protection juridique, heures de fonction, formation...).
- Exclusivité pour les sociétés mutualistes de la complémentarité du risque de maladie. Ainsi, les organismes à but lucratif (compagnies d'assurance) n'auraient plus le droit de garantir ce risque, par conséquent de gagner de l'argent sur la maladie.

(suite page 10.)

## NICARAGUA COMMENT SE PRÉPARE UNE GUERRE

Cela fait longtemps maintenant que l'on parle de « futur Viet-Nam » à propos du Nicaragua, mais les événements qui se sont produits ces dernières semaines semblent aller tout à fait dans ce sens.

Dernièrement, la Chambre des représentants des Etats-Unis votait un crédit de 27 millions de dollars d'« aide civile » à ceux que Reagan a appelés les « combattants de la liberté », c'est-à-dire aux commandos antisandinistes. Cela veut dire que dans le pays le plus puissant du monde, dont le budget va se trouver — et ce pour la première fois de son histoire — en très net déficit, les parlementaires décident d'approfondir ce déficit et ce à des fins dont le caractère humanitaire n'échappe à aucun des bons chrétiens qui font la haute valeur morale de ce fier pays, à savoir : soutenir — c'est le moins que l'on puisse dire ! — des groupes militaires antisandinistes. On

sait d'ailleurs que ceux-ci, avant de débarquer au Costa-Rica ou au Honduras, sont entraînés aux Etats-Unis, en Floride, puis conseillés sur place par des américains.

Y aura-t-il une intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua ?

Il est probable qu'il y en aura une si les « contras » se révèlent trop peu nombreux. Mais quoi qu'il en soit, derrière les marines ou derrière les contras, c'est toujours l'impérialisme américain qui défend les intérêts privés de la classe bourgeoise américaine. Il est malheureusement vraisemblable qu'une intervention indirecte, à travers les contras, soit moins impopulaire qu'une intervention directe, qui rappellerait trop celle du Viet-Nam. Mais à quoi faut-il s'attendre lorsque Reagan, commentant la décision du Congrès, déclare qu'elle exprime « la volonté des Etats-Unis de sauvegarder leurs intérêts nationaux et de

faire progresser les droits des peuples en Amérique centrale » ?

Il importe de souligner que la Chambre des représentants, en même temps qu'elle octroyait cette fameuse aide « humanitaire », s'opposait à la prolongation de l'interdiction faite à la C.I.A. de venir en aide à des activités militaires à l'intérieur du Nicaragua. Comment ne pas craindre le pire ? En viendra-t-on à égorger, au nom des droits de l'homme, à commettre un génocide pour défendre la démocratie, à semer la terreur au nom de la liberté (1) ? Cela s'est déjà vu.

Du côté nicaraguayen, il faut bien dire que le voyage

du commandant Ortega en U.R.S.S. il y a quelques semaines est particulièrement suspect. Durant une semaine en U.R.S.S., il a bien sûr rencontré M. Gorbatchev... Mais que se sont-ils dit ? On se souvient qu'un communiqué avait été fait à la presse mentionnant une coopération économique, mais pas un mot concernant une coopération militaire ; pas un mot pour dire le contraire, non plus ! On a compris... Et pendant ce temps, les incidents aux frontières du Nicaragua se multiplient ; le gouvernement, suite aux dernières décisions américaines, revient sur sa décision de ne

plus acheter d'armes. Ce qui signifie la rupture des négociations avec les Etats-Unis. Que peut-il donc arriver d'autre que la guerre ?

Ainsi, lorsqu'une population veut se défaire de sa soumission à une autorité qui ne lui convient pas, elle se trouve inévitablement en butte à un problème d'ordre militaire pour sauvegarder les acquis du changement vis-à-vis des nostalgiques de l'ancien régime, toujours soutenus par un impérialisme. La guerre est là, prête à se déclencher ; la situation est si bien pourrie que le conflit paraît être la seule issue. Alors on verra en France chaque parti accuser l'autre de sympathiser avec le fauteur de troubles, les Etats-Unis pour les uns, l'U.R.S.S. pour les autres... mais la situation sera belle et bien pourrie. Combien de temps a duré la guerre du Viet-Nam ? Qu'en est-il aujourd'hui des conditions de vie au Viet-Nam ? Certes on ne peut pas imaginer pire pour le Nicaragua, mais cela est malheureusement plausible.

Le Furet

(1) Reagan a déclaré dans un communiqué : « Il n'y a qu'une solution à la tragédie du Nicaragua : celle de la démocratie, de la réconciliation et de la liberté ». La terreur sous un discours humaniste : la démocratie et la liberté aux Etats-Unis, n'est-ce pas le droit du plus fort, du plus riche, la liberté de pouvoir exploiter, opprimer, en toute liberté ?



## RÉPRESSION EN ALLEMAGNE CONTRE LES INSOUMIS

Le 30 avril 1985, Christian Herz est condamné à 12 mois de prison ferme par le tribunal cantonal de Heidelberg. Son « délit » est d'avoir refusé une deuxième fois l'ordre de route pour son service civil. La première fois, il avait déjà été condamné à 6 mois avec sursis et obligation de travailler dans un hôpital.

Cette répression de la justice allemande n'est-elle pas étonnante au regard de la situation d'il y a un an et demi en R.F.A. ? C'était alors l'automne chaud de 1983. Plus d'un million d'Allemands manifestaient dans les rues et autour des bases américaines contre l'installation des euromissiles. Il y avait des comités antimilitaristes parmi toutes les professions (entre autres parmi les magistrats).

Après la défaite du mouvement pour la paix, il y a eu une baisse générale des actions antimilitaristes. Les questions sur le pacifisme étaient de moins en moins sujettes à débat public. La justice allemande peut aujourd'hui, face à une nouvelle vague d'insoumission à caractère collectif, se permettre de réagir très fortement.

Le service civil est remis en question pour la première fois par un nombre croissant de jeunes allemands qui l'acceptaient jusqu'à présent comme un « moindre mal ». Le gouvernement de droite a fixé l'an-

née dernière la durée du service civil à 20 mois (contre 16 mois auparavant) pour « facilité de choix » entre celui-ci et le service militaire, qui lui, dure 15 mois, et pour diminuer le nombre de jeunes chômeurs.

La justice, dite « indépendante », a renforcé ses attaques contre les réfractaires, notamment en ordonnant des perquisitions au domicile des militants qui appellent à l'action « Faites votre valise ». Cette action consiste à interrompre le service civil au bout de 15 mois, afin qu'il soit égal au service armé en durée.

Un autre antimilitariste, Stephan Philipp, qui avait trouvé un accueil solidaire pendant plusieurs semaines chez les « Verts » à Bonn, a expliqué les raisons de son insoumission dans un article récent :

« Un des buts principaux de chaque appareil militaire est de transformer l'individu en citoyen docile et bien intégré dans la société. Celui qui veut vraiment s'insoumettre à cet appareil doit se révolter contre l'Etat qui veut disposer de ses citoyens dans tous les domaines. L'objection de conscience reconnue par la loi en R.F.A. est un compromis obscur parce que l'Etat exige un examen oral ou écrit de la conscience devant des commissions inquisitrices.

« De plus, l'individu est privé de la plupart de ses droits



Les militaires, des assassins entraînés ? Mais non ! (voir article ci-contre).

de libre expression pendant le service civil comme dans l'armée. Enfin, en temps de guerre, l'appel sous les drapeaux est aussi valable pour les jeunes ayant obtenu le statut d'objecteur de conscience. »

Stephan Philipp a été condamné le 22 avril 1985 à 15 mois de taule pour insoumission. A l'heure actuelle, il est prisonnier de la Bundeswehr (armée allemande).

C.S.

## GRANDE-BRETAGNE LE N.C.B. ENFONCE LE CLOU !

La défaite que les mineurs britanniques ont dû concéder dans leur combat contre les fermetures massives de puits va en appeler d'autres. Toutes aussi douloureuses. Le N.C.B. (charbonnages britanniques), en annonçant la fermeture du puits de Cortonwood (Yorkshire) fait part de sa volonté de ne pas en rester là et profite sans retenue de l'état de faiblesse qui est celui du N.U.M. (National Union of Mineworkers). Selon le N.C.B., le déficit de 132 millions de francs que ce puits supportait avant le conflit s'est encore alourdi pendant cette année de grève et justifie pleinement la fermeture. D'autres vont suivre. Dans les prochains mois ou les prochaines années. La moitié des puits en Ecosse, sept des dix puits de la région de Doncaster sont sur l'échafaud.

Le N.B.C. a annoncé la suppression de 1 800 emplois dans la région des Galles du Sud. Le « Plan Charbon » de McGregor est appliqué avec un maximalisme qui ne surprend guère. Il est envisagé que 40 000 emplois soient supprimés. Soit le double du chiffre donné début mars 1984.

Malheureusement, le N.U.M. ne peut pas s'opposer pour le moment à cette mise à mort d'un secteur, d'un tissu social tout entier. Des mineurs du puits de Shirebrook (Derbyshire) en visite en France l'ont confirmé. Ils n'ont plus les forces nécessaires, les moyens physiques et financiers leur font défaut pour combattre ce plan de restructuration. Laminés par les dettes, les amendes innombrables, par le soutien financier qu'ils accordent néanmoins aux mineurs emprisonnés et licenciés... ils ont besoin de récupérer.

La fermeté du N.C.B. et de ses directions locales dans le réembauchage des licenciés, la répression à l'égard des plus actifs ne visent qu'à disperser les forces militantes encore davantage, à éreinter la combativité et épuiser les caisses de solidarité et les maigres revenus qui restent aux mineurs après en avoir défalqué les dettes.

Certains mineurs et leurs femmes du Yorkshire, Warwickshire, Derbyshire, Nottinghamshire, Kent et Leicestershire se sont regroupés pour s'opposer tout de même aux restructurations et relayer le combat pour l'annulation des emprisonnés et le réemploi des licenciés. Le Rank and File Movement n'est pas une scission ou du moins ne prétend pas la provoquer puisque assure sa fidélité aux règles du « National » (N.U.M.). Ils entendent riposter de façon adéquate à l'attaque des charbonnages britanniques.

Triste figure que celle du N.A.C.O.D.S. (syndicat des contremaîtres et agents de maîtrise). Après avoir « bétonné » pendant la grève et privé le N.U.M. de son soutien essentiel, il a appelé, pendant quelques semaines en mai, à une grève des heures supplémentaires. A Shirebrook comme ailleurs, leur présence (contremaîtres) est indispensable à l'activité de la mine. Refusant donc de déroger à cet appel, ils n'ont pas travaillé. Et sans eux, sans leurs compétences (conditions de sécurité, organisation du travail), les mineurs ont été mis au chômage technique. Comment qualifier cette conduite de bouffon ? Qui est celle de mettre le pied sur la tête de celui qui est en train de se noyer !

Hervé

Nous vous par l'A.N.O. cation pratique dernière.

LES rec nous n en ce situation pou de l'U.R.S.S. et des pays S mark, Finlande ge et Suède les résultats dans les table

A des donnés

Les pays S l'U.R.S.S. so type commu socialistes et une nette ter 37% et 32% Mais la tendr pays Scandina tiellement à tance de la alors que cell due principa des différen

L'U.R.S.S. étaliste, alors Scandinaves, nome est tout Il y a de plu fference politi

Sandinavie Etats-Unis U.R.S.S.

ALLEMAGNE

AM

H ORS Wetzl avoie représentat soldat consi sin entraîné

C'est en guise de quelques H déclarés p s'étaient co Après av pourvut en gouvernem d'imposer langage à

La peine une amenc bilité en dé cune valeur la violence l'amende, et ma culp qu'il vienn est le lieu dire les sinu compren et d'expres

Lettres de dorffstr. 16, de soutien : 6330 Wetzlar.

# CARTE ÉCONOMICO-POLITIQUE INTERPRÉTATION GRAPHIQUE DES COURANTS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Nous vous présentons ici la seconde partie du travail réalisé par l'A.N.O.R.G. (fédération anarchiste norvégienne) : l'application pratique du modèle théorique qui a été exposé la semaine dernière.

LES recherches auxquelles nous nous sommes livrés en ce qui concerne la situation politico-économique de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et des pays Scandinaves (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) nous ont donné les résultats (1) qui figurent dans les tableaux 1 et 2.

## Analyse des données numériques

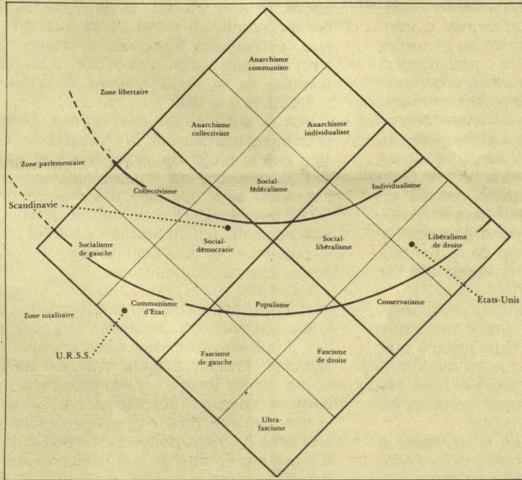
Les pays Scandinaves comme l'U.R.S.S. sont des sociétés de type communiste, c'est-à-dire socialistes et étatistes, mais avec une nette tendance capitaliste : 37% et 32% respectivement. Mais la tendance capitaliste des pays Scandinaves est due essentiellement à une grande importance de la propriété privée alors que celle de l'U.R.S.S. est due principalement à de grandes différences de revenus.

L'U.R.S.S. est très fortement étatiste, alors que dans les pays Scandinaves, le caractère autonome est tout de même de 44%. Il y a de plus une grande différence politique : les pays Scan-

dinaves sont des social-démocraties appartenant à la zone parlementaire, alors que l'U.R.S.S. est une dictature de type communisme d'Etat. Les Etats-Unis sont, eux, une société parlementaire fondamentalement libérale, de caractère capitaliste et autonome très marqué.

En U.R.S.S., le secteur gouvernemental (tel qu'il a été défini dans la première partie) est deux fois plus important que dans les pays Scandinaves, où il est lui-même deux fois plus important qu'aux Etats-Unis. De plus, en dehors des géants industriels qui peuvent faire pression sur la Maison Blanche, les établissements amérains non gouvernementaux sont plutôt considérés comme autonomes qu'étatisés, alors que dans les pays Scandinaves une grande partie des établissements non gouvernementaux ont des liens étroits avec l'Etat.

Les pays Scandinaves sont légèrement progressistes alors que l'U.R.S.S. est assez nettement réactionnaire, tandis que les Etats-Unis sont quasiment à la limite entre la moitié pro-



gressiste et la moitié réactionnaire. En revanche, bien que le degré de socialisme soit du même ordre de grandeur en Scandinavie qu'en U.R.S.S., cette dernière est plus de trois fois plus à gauche que les pays nordiques ; les Etats-Unis étant, eux, franchement à droite. En ce qui concerne le degré d'autoritarisme, ils est une fois et demie plus élevé en U.R.S.S. qu'en Scandinavie, les Etats-Unis étant à peu près à mi-chemin entre les deux ; mais il n'en reste pas moins que les pays Scandinaves, avec un degré d'autoritarisme proche de 50%, sont loin de l'idéal anarchiste.

## Perspectives d'action

Bien que les pays Scandinaves soient pour le moment des sociétés à prédominance communiste, ils sont proches à la fois de la zone libertaire et de la grande section anarchiste. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. en sont, eux, beaucoup plus éloignés et il se pourrait que toute action anarchiste pour faire évoluer la situation dans ces pays soit peine perdue. Les efforts devraient peut-être se porter principalement sur les pays qui sont déjà plus proches de

dans une direction plus progressiste et plus libertaire. Dans les pays étudiés, les tendances sont soit à la stabilité, soit à des mouvements gauche-droite. Pour améliorer l'impact de l'action anarchiste, il faudrait utiliser ces courants politico-économiques aussi efficacement que possible. Dans le cas d'un glissement vers la droite, c'est-à-dire vers plus de capitalisme et d'autonomie, il faudrait mettre l'accent sur les avantages des solutions socialistes et non commerciales, et se laisser porter par la vague autonome existante.

En revanche, dans le cas d'un glissement vers la gauche, c'est-à-dire vers plus de socialisme et d'étatisme, il faudrait mettre en valeur des solutions autonomes et non étatiques, tout en profitant de la vague socialisante. Pour mieux expliquer et promouvoir les propositions anarchistes, il faudrait utiliser fréquemment les analyses et les modèles politico-économiques. De cette manière, les faibles ressources du mouvement anarchiste seraient utilisées au mieux.

Il est cependant clair qu'il y a incompatibilité entre l'anar-

l'anarchisme, comme les pays Scandinaves.

A la fin des années 70 et au début des années 80, il y a eu un glissement vers la droite aux Etats-Unis et aussi, à un degré moindre, dans les pays Scandinaves ; l'U.R.S.S. restant assez

Tableau 2 : Paramètres « secondaires » des pays Scandinaves, de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis

	Progres.	Réact.	Gauche	Droite	Autor.	Libert.
Scandinavie	7%	—	19%	—	47%	53%
Etats-Unis	—	1%	—	59%	58%	42%
U.R.S.S.	—	27%	63%	71%	29%	—

stable. Mais les positions respectives des Etats-Unis et des pays Scandinaves sur la carte économique-politique font qu'un tel glissement à droite n'a pratiquement pas changé le degré d'autoritarisme des pays Scandinaves, alors que celui-ci a augmenté de manière significative aux Etats-Unis. Il semble d'ailleurs que ce glissement à droite soit en train de s'atténuer en Scandinavie, et il serait bien possible qu'il cède bientôt la place à un léger mouvement vers la gauche.

Nous devons malheureusement constater que le renouveau anarchiste des années 70-80 n'a pas été capable d'influencer ces mouvements politico-économiques et de les faire dévier

chisme et tout dogmatisme. C'est pourquoi nous pensons que notre travail sur la carte politico-économique doit être considéré comme une approche, une proposition et un cadre de recherches et de discussions nouvelles, et non pas comme un dogme s'appuyant sur des axiomes rigides et des paramètres fixés une fois pour toutes.

Ce modèle est basé sur un nombre limité de paramètres de base, économiques et politiques. Il faudrait peut-être y introduire d'autres paramètres significatifs, par exemple culturels, pour obtenir une description plus complète de la réalité.

A.N.O.R.G.

Tableau 1 : Paramètres principaux des pays Scandinaves, de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis

	Socialisme	Autonomie	Capitalisme	Etatisme
Scandinavie	63%	44%	37%	56%
Etats-Unis	20%	79%	80%	21%
U.R.S.S.	68%	5%	32%	95%

**ALLEMAGNE**

## CONDAMNATION POUR PROPOS ANTIMILITARISTES

**H**ORST Stowasser, journaliste et éditeur anarchiste à Wetzlar, a été condamné à 35 jours de prison pour avoir écrit les phrases suivantes : « Un soldat est un représentant de la violence organisée », « La profession d'un soldat consiste à tuer des gens », « Chaque soldat est un assassin entraîné ».

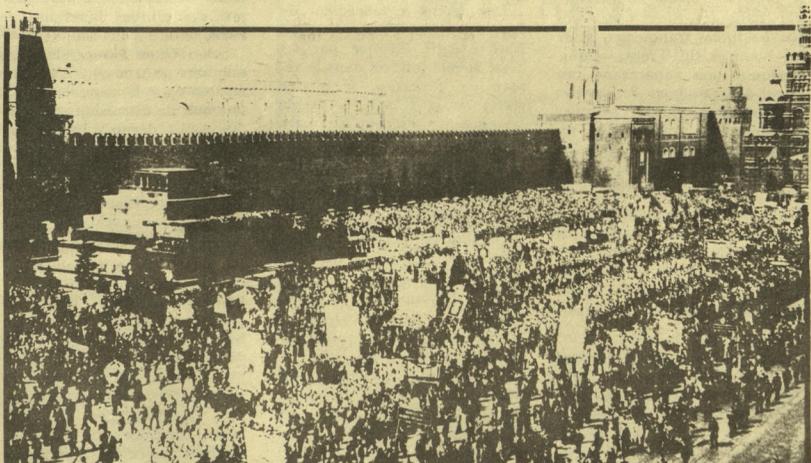
C'est en 1983 qu'il republia ces déclarations déjà anciennes en guise de commentaires d'interviews réalisées auprès de quelques hauts-officiers de l'armée allemande qui s'étaient déclarés prêts à utiliser la bombe atomique. Les généraux s'étaient considérés offensés par ces phrases.

Après avoir perdu un premier procès, Horst Stowasser se pourvut en appel, mais la condamnation fut maintenue. Le gouvernement et l'armée considèrent donc qu'il convient d'imposer aux écrivains et journalistes une autocensure du langage à employer pour critiquer l'armée.

La peine de 35 jours de prison pouvait être remplacée par une amende de 875 D.M., mais Horst a refusé cette possibilité en déclarant : « Pour moi, la sentence juridique n'a aucune valeur morale. Aucun tribunal ne peut obliger à appeler la violence ou l'assassinat par d'autres mots. Si je payais l'amende, je reconnaîtrais indirectement la morale de l'Etat et ma culpabilité. Si l'Etat veut me punir pour ce que j'ai dit, qu'il vienne me chercher par la force. A mon avis, la prison est le lieu le plus approprié pour des gens qui osent encore dire les simples vérités. J'espère avec ce geste pouvoir faire comprendre à beaucoup de gens l'état de la liberté de presse et d'expression en Allemagne fédérale. »

Relations internationales

Lettres de soutien à envoyer à : Horst Stowasser, J.V.A. Limburg, Waldendorffstr. 16, 6250 Limburg, R.F.A. Envoyer une copie de la lettre au comité de soutien : « Freiheit für die bedrohte Sprache », c/o Adz., Postfach 2602, 6330 Wetzlar, R.F.A.



## LA RÉFORME DU CODE DE LA MUTUALITÉ (SUITE)

(suite de la page 7.)

Cette dernière revendication n'a été déposée que par la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs. La Fédération nationale de la mutualité française se contentant de l'institution d'un « code de bonne conduite » entre la mutualité et les compagnies d'assurance !

Penser qu'un accord de ce genre puisse être conclu avec les requins que sont les compagnies d'assurance, qui multiplient les attaques contre les mutuelles dans les entreprises, soutenues par le patronat, c'est faire preuve d'une « naïveté » difficilement compréhensible. « Laisser les assurances disputer la complémentarité maladie aux mutuelles, c'est laisser s'instituer une nouvelle morale qui incite à cotiser un peu plus pour soi et un peu moins pour les autres, c'est jeter aux orties les principes de solidarité... » C'est accepter que « la santé soit considérée comme un produit, le malade comme un consommateur et l'assurance maladie comme une marchandise à vendre. » Enfin, comme l'a constaté le ministre de la Santé : « Les assurances privées sont incompatibles avec la notion de soins égaux pour tous » (3).

La mutualité voulait aussi que les compagnies d'assurance ne puissent plus se servir du terme « mutuelle » dans leur raison sociale, ce qui est légal jusqu'à présent, mais trompeur. Ainsi, les Mutuelles du Mans, les Mutuelles unies, la Mutuelle générale française vie, par exemple, sont d'authentiques compagnies d'assurance ; elles n'ont rien de mutualistes.

L'élaboration du nouveau Code de la mutualité a été entreprise en 1982, après le congrès de la Fédération nationale de la mutualité française. Un « groupe de réflexion » a été constitué autour d'un conseiller d'Etat, M. Morisot. Seuls des membres de la Mutualité française en faisaient partie, aucun représentant

de la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs n'y a été admis. La Mutualité des travailleurs fut cependant consultée, mais pratiquement aucune de ses propositions — qui auraient véritablement rénové le code — ne fut retenue par le groupe ni par le Conseil supérieur de la mutualité. Pis encore, la modeste mise à jour faite par ces organismes a semblé exorbitante au cabinet de Mme Géorgina Dufoix qui a présenté un projet de loi édulcoré, à tel point que la Mutualité française, pourtant bien timorée, c'est le moins qu'on puisse dire, a protesté dans un éditorial de sa revue *Objectif et action mutualistes* (n° 128, 15 mai 1985) :

« A la suite de ce que certains considèrent être d'étranges manœuvres, la Mutualité française a constaté que le projet de loi ne reprenait pas l'ensemble des propositions du Conseil supérieur de la Mutualité. C'est ainsi que bien des restrictions demeurent quant aux libertés d'action et de gestion, à la reconnaissance du fait mutualiste dans les entreprises, à la protection et à la clarification vis-à-vis du monde des assurances commerciales.

« Tout cela n'est guère concevable, ou semble témoigner d'un mépris certain à l'égard des élus mutualistes, auxquels on demande leurs avis pour la forme. Il doit encore exister (sous quelles formes ?) des "îlots" hostiles à toute évolution de la Mutualité et qui depuis toujours n'admettent pas que les gens puissent s'occuper des choses qui les regardent. Cela n'a que trop duré : nous voulons un Code de la Mutualité qui nous donne plus d'efficacité dans le cadre des responsabilités que nous assumons librement depuis toujours. »

Les députés ont examiné en première lecture, le 28 mai, le projet de réforme du Code de la mutualité. La lecture des débats dans le *Journal officiel* ne

nous surprend guère, s'il peut encore nous divertir. La droite a volé au secours des compagnies d'assurance, pourtant pas menacées du tout ; mais elle considère comme une atteinte intolérable aux libertés fondamentales l'obligation qui pourrait être faite aux compagnies d'accoler le mot « assurance » à la dénomination « mutuelle » dont elles s'affublent parfois trompeusement.

Les socialistes ont ménagé la chèvre et le chou, rendant sans intérêt la réforme projetée. Les communistes ont appuyé les réformes de fond en en profitant pour dénoncer une fois de plus la collusion du gouvernement socialiste et des forces réactionnaires.

Le journal *Le Monde* titrait dans son numéro du 30 mai à propos du débat à l'Assemblée nationale : « Succès de la F.N.M.F. » Succès ? Bien mince. La montagne a accouché d'une souris, a dit un député. D'un gros rat, a précisé un autre. Effectivement. Aucune disposition nouvelle, vitale pour les mutuelles ne sera adoptée. La réforme ? Un simple dépoussiérage !

A se contenter de « codes de bonne conduite », à ne vouloir discuter qu'entre gens de bonne compagnie dans des salons feutrés, en refusant de se servir de la force de millions de mutualistes, on s'expose à de telles mésaventures. Le mutualiste de base, lui, à qui d'ailleurs on n'a rien demandé, ne gagnera rien à ces jeux, comme d'habitude...

André Devriendt

- (1) Cité par un député socialiste à la tribune de l'Assemblée nationale, Lucien Couqueberg, le 28 mai.  
 (2) Il n'en existe toujours qu'une seule.  
 (3) Les citations entre guillemets sont tirées des débats parlementaires parus dans le « Journal officiel » n° 31, du mercredi 29 mai 1985 (intervention du député communiste Paul Chomat).

## archives

COMMENT  
UN SERVICE SECRET ANARCHISTE  
FIT ÉCHOUER UN COUP DE MAIN FRANQUISTE

EN mai 1937, la C.N.T., le puissant syndicat anarcho-syndicaliste espagnol, créait le premier service de renseignement anarchiste de l'histoire, le Servicio de l'Information y Coordinación. Organisé dans le plus grand secret, le S.I.C. réussit, à l'aide de deux de ses agents, à infiltrer l'organisation d'espionnage franquiste ! Voilà ce que nous apprend *Ouest-France* du 25 janvier 1985 dans un article relatant la rocambolesque affaire du « sous-marin rouge de Brest ».

ÉTÉ 1937. Deux sous-marins républicains se réfugient en France : le C.4, endommagé par une attaque aérienne en Gironde, et le C.2 venu mouiller à Brest. L'information n'a pas échappé aux agents secrets franquistes dirigés par le gouverneur militaire d'Irun, Julian Garcia Troncoso. A peine le sous-marin C.2 localisé, que la décision est prise : le prendre d'assaut et le ramener dans les eaux contrôlées par les forces franquistes. Pour les hommes de Troncoso qui, quelques mois auparavant, ont réussi à arraisonner des navires de surface comme le pétrolier Campéa Dor, capturé puis ramené en Espagne, le C.2 représente un enjeu militaire mais aussi psychologique essentiel.

Un nouveau coup de main spectaculaire réussi et c'est toute la propagande franquiste qui marquerait des points, à une époque où sur le front les forces réactionnaires gagnent du terrain.

Un commando part d'Irun, dirigé par Troncoso lui-même et par l'un de ses agents français, Robert Chaix, militant actif des Croix de feu du colonel de La Rocque. A leurs côtés, Manuel Orandain, un indus-

triel d'Irun, qui a recruté quatre hommes décidés : Seratz, Gonil, Garabain et Satrustegui. Une opération minutieusement préparée qui aurait sans doute réussi sans coup férir sans la vigilance et l'opiniâtreté des agents du S.I.C.

Le S.I.C.  
entre en action

Car depuis le lancement de l'opération, le S.I.C. n'est pas resté inactif. Informé par ses deux agents infiltrés dans le réseau de Troncoso, le service secret de la C.N.T. a décidé de s'opposer au coup de main franquiste. Un commando est rapidement mis sur pied. Son but ? Tendre une embuscade aux agents fascistes et sauver le sous-marin républicain.

Comble de déveine pour les anarchistes : à peine la frontière franchie, leur groupe est intercepté à Bayonne par la police française. Trois libertaires sont arrêtés alors qu'un nouveau message parvient au S.I.C. : « Camarades ! Le coup monté contre notre sous-marin est imminent ! » Les quatre rescapés du commando antifranquiste décident alors de se scinder en deux ;



l'un d'entre eux file sur Brest, tandis que les trois autres vont tenter de chercher de l'aide auprès des milieux libertaires de Paris.

Selon *Ouest-France*, les trois militants ne trouvent pas l'aide espérée dans la capitale. Après une nuit de discussion et d'hésitation, ils décident d'informer la Préfecture de police de l'opération en cours. Méduvés, les policiers apprennent que quatre agents franquistes roulent vers Brest dans un véhicule immatriculé « 722 NM 4 ». Mis en branle, les services de police se montrent moins efficaces contre les franquistes que contre les libertaires, puisque seul Garabain est arrêté. Le commando de Troncoso est donc quasiment intact et la police hors-jeu. Reste un dernier protagoniste, l'agent libertaire X.10 monté seul sur Brest, qui, à lui seul, va faire basculer la situation.

Le pistolet  
du sous-marinier

Arrivé dans le port breton, X.10 a réussi à entrer en contact avec Augusto Diego, secrétaire de l'organisation syndicale du sous-marin. Les syndicalistes espagnols informés du danger, décident de contacter leurs homologues français. La solidarité ouvrière va jouer, un syndicaliste brestois fournit un pistolet à Augusto Diégo.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 1937, un canot porteur de neuf hommes aborde le sous-marin C.2 dans la rade de Brest.

« Halte-là ! Qui êtes-vous ? — Agents du gouvernement en mission spéciale. Où sont vos officiers ?

— En mission spéciale ? Vous avez des documents ? »

Les occupants du canot esquissent un geste vers leurs poches. Un coup de feu claque. Le franquiste Gonil reste sur le carreau. Profitant de la confusion, les autres assaillants filent dans leur embarcation. Le sous-marin républicain vient d'échapper au coup de main franquiste.

Troncoso, Chaix, Orandain et Seratz sont arrêtés à Bordeaux. Jugés, ils bénéficient d'un verdict particulièrement clément pour un acte de piraterie caractérisé : seulement six mois de prison ferme. Une singulière illustration de la « neutralité » de l'Etat français durant la tragédie espagnole.

« L'affaire du sous-marin rouge n'a pas encore livré tous

ses secrets », conclut *Ouest-France*. La révolution espagnole non plus, serions-nous tentés de poursuivre. Et cet article du quotidien régional réalisé à partir d'informations recueillies dans les archives de la C.N.T., témoigne de la richesse de celles-ci. Richesse d'une mémoire qui est aussi le reflet de la richesse d'une révolution et du mouvement libertaire qui l'impulsa. Reste que beaucoup de précieux documents sont encore à exploiter. Un tel travail historique permettrait de lever le voile sur bien des aspects méconnus de la révolution espagnole et sur bien des idées reçues qui continuent de circuler sur le mouvement anarchiste de l'époque.

Ce que le mot  
« efficacité »  
veut dire !

Les historiens communistes ont souvent mis en avant la prétendue irresponsabilité des anarcho-syndicalistes face aux nécessités imposées par la situation militaire. Quarante-huit ans plus tard, la découverte de l'existence du Servicio de l'Information y Coordinación (S.I.C.) atteste au contraire du pragmatisme de la C.N.T. L'affaire du « sous-marin rouge de Brest » prouve si besoin était que les libertaires espagnols savaient aussi ce que le mot « efficacité » veut dire.

Jérôme Charentaise

« SOU  
ISAA

DANS les U.R.S.S., fumée du niste se dissipait sans apparaître la crasse des pe mes planifiés.

Pour nombre de femmes, cur bolchevisme ou de la mise à ba qui tous avaient au grand soleil fut, on s'en do avaler.

Boris Souvarin de souvenirs no toire de quelq hommes. Une tique qui fut égal l'histoire de tou couvrent brutal beau rêve est transformer en qui savent au fo sans très bien co ment cela a pu quelque part, ils sables.

Isaac Babel, connu à l'occasio à Paris, fait p là. Enfant chér mier temps, du avec des artistes kovski, Essénine tion change ens tout dès lors o l'évidence, il s tionner. Et c'est

C A y est album de vient d'a bas des disqua tout noir, avec pour détraqués titre). Les Bérus se son unique rythmes folle ; qu'il y a plus entend même temps un saxo. ce disque dépa

« CONTI  
DE LA  
JEUNES

On était une A marcher d Sans armes,

A danser comm Un type assis Partout, c'est « Encore les ju Et croyez moi, Le type a sorti Il a tiré sur les



## « SOUVENIRS SUR PANAÏT ISTRATI, ISAAC BABEL, PIERRE PASCAL... »

DE BORIS SOUVARINE

DANS les années 20, en U.R.S.S., le rideau de fumée du grand soir léniniste se dissipait lentement, laissant apparaître au grand jour la crasse des petits matins blêmes planifiés.

Pour nombre d'hommes et de femmes, curés-pataugas du bolchevisme ou petites mains de la mise à bas du tsarisme, qui tous avaient roulé carrosse au grand soleil de l'espoir, cela fut, on s'en doute très dur à avaler.

Boris Souvarine, dans ce livre de souvenirs nous conte l'histoire de quelques-uns de ces hommes. Une histoire pathétique qui fut également la sienne ! l'histoire de tous ceux qui découvrent brutalement que leur beau rêve est en train de se transformer en cauchemar et qui savent au fond d'eux-mêmes sans très bien comprendre comment cela a pu se passer, que quelque part, ils en sont responsables.

Isaac Babel, que Souvarine a connu à l'occasion de ses voyages à Paris, fait partie de ceux-là. Enfant chéri, dans un premier temps, du nouveau régime, avec des artistes comme Maïakovski, Essénine, etc., sa situation change ensuite de tout au tout dès lors que, découvrant l'évidence, il se refuse à la cautionner. Et c'est la spirale infer-

nale des mille et une petites brimades et des mille et une astuces d'un homme acculé, mais qui ne veut pas céder. C'est ainsi, par exemple, qu'au congrès de l'Union des écrivains soviétiques en 1934 où, quoique refusant d'écrire depuis de nombreuses années, il fut néanmoins obligé de s'y rendre et d'y prononcer un discours. Il déclara : « J'éprouve pour le lecteur un respect illimité... au point d'en devenir muet. » De même surnommait-il sa fille Nathalie... Makhno. Mais l'issue de tout cela était fatale. En 1939, Babel est arrêté par la Guépéou et disparaît à jamais.

Panaït Istrati, que Souvarine a également bien connu, fut lui aussi un de ces damnés du désenchantement. Auteur porté aux nues, couvert d'or par les nouveaux maîtres de l'empire des tsars, Istrati qui n'était pas vraiment un politique fut un jour invité « officiellement » en Russie. Il en revint enthousiasmé. Puis, il eut ensuite l'occasion de retourner en U.R.S.S., mais librement ! Sans être « pris en main ». Et là, l'impression fut différente. Pour Istrati, ce fut vraiment un déchirement. Fallait-il se taire ? Dire ? Mais comment ? Et il eut le courage de parler. Ce fut *Vers l'autre flamme*. On lui

fit payer son courage ! Cher. Très cher...

Pierre Pascal, quant à lui, faisait partie de ces militaires français présents en Russie au moment de la révolution et qui choisirent le camp de la révolution. Un homme courageux, donc ! Mais un homme abattu également, quelques années plus tard. Terré dans l'Institut Marx-Engels, à trier et à dépouiller les papiers de Gracchus Babeuf, il évitait de cautionner en quoi que ce soit l'intolérable et il faisait parvenir des informations à l'extérieur : à Souvarine.

Comme on le voit, ces hommes que Souvarine a bien connus ont eu le courage, à un moment donné, de regarder les choses en face et de ne pas détourner le regard. Mais cela les a touchés au cœur. Le grand ressort de l'espoir s'est brisé net au point de leur faire perdre leur âme et le combat qu'ils menèrent ressemble à s'y méprendre à une course lente au suicide. Un beau livre, donc. Triste et bouleversant ! Un livre (1) qui cependant dérange, car qui peut se targuer de n'avoir pas ce genre de cadavres dans le placard ?

J.-M. Raynaud

(1) « Souvenirs sur Panaït Istrati, Isaac Babel, Pierre Pascal... », Boris Souvarine, éd. Gérard-Lebovici, en vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.

## BÉRURIER NOIR

C A y est ! le troisième album de Bérurier noir vient d'arriver dans les bacs des disquaires. Tout beau, tout noir, avec son *Concerto pour détraqués* (c'est aussi le titre). Les Bérus ont toujours ce son unique, cette boîte à rythmes folle ; mais là, on sent qu'il y a plus de travail, on entend même de temps en temps un saxo. Ce qui fait que ce disque dépassera certaine-

ment le cadre du public anarcho-punk habituel.

*Le Concerto pour détraqués* raconte en douze tableaux la banlieue, telle qu'en elle-même : grise, sordide, flippante avec son contingent de beaufs, de flics et de fachos pour maintenir l'ordre ; mais il raconte également l'hôpital psychiatrique, le viol, l'alcoolisme...

Bérurier noir nous fait entendre son combat-rock, et ce ne

sont pas que des mots puisqu'on les trouvait devant Beaubourg, en avril, pour jouer en soutien aux insoumis, ou à Lyon, en mai, pour les Journées libertaires.

Bérurier, c'est le nom de l'inspecteur héros de San Antonio que François et Doran (chanteur et bassiste) décrivent comme « crado, délateur, flic, raciste ». La composante monochrome, le noir, symbolise la mafia, la mort, le système. « Mais le noir, c'est aussi l'espoir. Un champ d'action est planté : dans le système, contre le système. Les Béruriers noirs rentrent dans la faille du système pour le casser : ils sont l'anarchie en tant que total possible... » (in fanzine *Les Enfants terribles*).

Autrement, « si on fait des concerts pas chers, disent les Bérus dans le fanzine *Kanai* (1), c'est parce que c'est un choix ; si on joue dans les squatts, c'est parce que c'est un choix... Si on vend notre disques (2) à 40 balles, c'est pas pour être moins cher que les autres, c'est parce qu'on estime que notre 33-tours vaut 40 balles... » Alors, si vous voulez vous décaprer les oreilles, n'hésitez pas ; en plus, c'est pas cher !

Jean-Pierre Levaray

(1) Les propos de Bérurier noir sont tirés du fanzine lyonnais « Kanai » n° 4/5, qui en plus des Bérus traite des punks allemands, des squatts, etc. Prix du numéro : 8 F (et 5 F de port). « Kanai », c/o La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon.

(2) « Concerto pour détraqués », Bondage Records, 70, rue Romain-Roland, 91350 Paray-Vieille-Poste.

## PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 20 juin :

« Epsilon » (16 h à 18 h) : montage autour de l'école.

« De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Heddris Londo pour la fête de Culture au quotidien.

• Samedi 22 juin :

« Les six jours du livre anarchiste » (11 h à 12 h) : l'éducation libertaire autour de Francisco Ferrer.

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : C.F.D.T., congrès 1985 de Bordeaux : le bilan.

• Dimanche 23 juin :

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : les Escholiers de Sainte-Geneviève-des-Bois (seule expérience en France de lycée pratiquant musique et scolarité), les nouveautés, et musique flamande.

« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : le sexe et la science-fiction avec André Ruellan.

« Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : news from London, tour d'horizon des fanzines parus en juin, nouveautés reggae.

• Mercredi 26 juin :

« Allons z'enfants, etc. » (17 h 30 à 18 h 30) : le magazine antimilitariste et antipatriotique passe « en revue » l'actualité.

« Allô maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : les incidents de vacances.

# Anarfac

LES CAHIERS DE LA CLEA



P ARU depuis peu (mars 1985), *Anarfac* en est déjà à trois numéros. Il s'agit de cahiers théoriques, de débats ou d'actualités réalisés par des étudiants anarchistes.

Malgré une présentation encore peu esthétique, due au manque d'argent, le succès certain que rencontre *Anarfac* prouve qu'une pensée spécifiquement anarchiste trouve aujourd'hui un écho croissant. Il est donc important de développer nos idées sur chaque lieu de travail ou d'étude...

Pour cela *Anarfac* est aussi la coordination d'étudiants de diverses universités. Nous nous efforçons de prouver que l'anarchisme n'est pas une doctrine

honteuse que l'on doit cacher sous de vagues étiquettes.

L'anarchie ?

Une philosophie, un mode d'action et un projet de société. *Anarfac* essaye d'être, dans le cadre universitaire, témoin et acteur des luttes : antimilitarisme, antimarxisme, combat contre la réaction libérale ou l'extrême droite. Les thèmes constructifs de la pensée anarchiste sont développés : fédéralisme, éducation, les étudiants et l'anarchisme... Vaste programme pour la revue (1) !

Yves

## « DU PASSÉ FAISONS TABLE RASE » DE THIERRY JONQUET

L E secrétaire général d'un grand parti ouvrier au passé trouble. Un agent d'une puissance étrangère. Des barbouzes chargés de surveiller ce grand parti. Une militante qui a conservé quelques illusions. Un membre du Comité central vraiment influent. Ramon Mercader (nom de l'assassin de Trotsky), allié Thierry Jonquet, a placé toutes ces caricatures peu crédibles dans un roman noir : *Du passé faisons table rase* (collection Sanguine, éd. Albin-Michel).

Polar d'un anti-grand-parti-ouvrier des plus primaires ! En effet qui pourrait croire à ce secrétaire général ancien volontaire au S.T.O. (service du travail obligatoire) ? Quel esprit sain irait imaginer un grand parti ouvrier livrer un petit dealer magrénin à la foule par pur calcul électoral ? Et pour finir : qui, mis à part un agent de la C.I.A., accepterait l'idée que ledit parti puisse entretenir de telles relations de dépendance avec une puissance étrangères ?

Non ! vraiment personne ! Objectivement, M. Jonquet fait le jeu de la droite, tout ceci n'est que calomnie.

O.L.T.



### « CONTE CRUEL DE LA JEUNESSE »

On était une bonne vingtaine  
A marcher dans la capitale  
Sans armes, sans violence  
et sans haine  
A danser comme des malades.  
Un type assis d'avant sa télé  
Partout, c'est l'insécurité :  
« Encore les jeunes, ces enculés !  
Et croyez moi, j'vais les mater »  
Le type a sorti sa 22  
Il a tiré sur les affreux

Deux sont tombés sur le pavé  
Les autres se sont tous dispersés  
Après sont v'nus les brancardiers

Les policiers et la télé  
« J'ai protégé ma liberté »  
Disait le beauf à faire pleurer.

« J'étais en légitime défense  
Vingt contre moi, j'n'ai aucune chance »

Les jeunes c'est l'insécurité  
Et le prolo fut acquitté  
On l'a retrouvé tout poignardé  
Dans l'escalier de sa cité.

Berurier noir



## APRÈS LE RETRAIT DES C.R.S. JOURNÉE « PORTE OUVERTE » A S.K.F.-IVRY

« **D** EPUIS quatre ans, les politiciens de gauche remplacent ceux de droite aux commandes de l'Etat et font preuve de la même efficacité pour développer le chômage et l'inflation. Belles promesses et projets généreux ont été rangés rapidement aux oubliettes du "réalisme socialiste". »

« Face à la déception et à la grogne, le gouvernement tente de nous faire croire que notre avenir de travailleur est lié au sauvetage de l'économie des profiteurs. Mais qui peut avaler cela ? »

« Les dirigeants syndicaux peut-être, qui bradent leur indépendance, trompant leurs mandataires, dévoient leurs syndicats au nom de la "solidarité nationale" entre exploités et exploités, et tous ceux qui préchent encore les bienfaits de l'austérité aux travailleurs désabusés. »

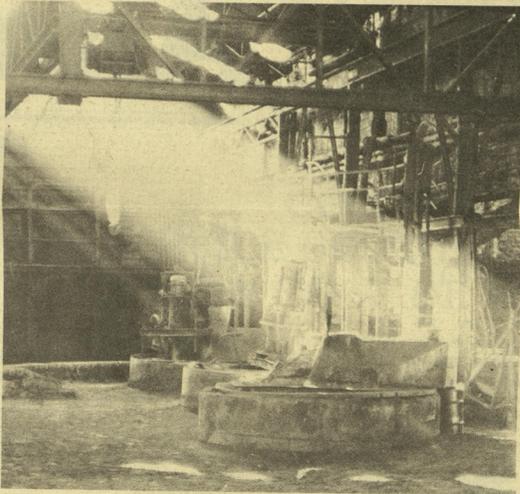
« Le revirement brutal de ceux qui hier encore mangeaient à la gamelle gouvernementale n'y changera rien. Le Monde politique traditionnel est à bout de souffle. » (1).

**A** DROITE, première entrée de l'usine S.K.F. (celle-ci est divisée en deux par la rue Guinsbourg). Une vingtaine de personnes discutent, plusieurs tables présentes les différents roulements fabriqués. Une caisse de solidarité est bien en vue. « Je viens visiter l'usine. — Dépêchez-vous, ils viennent de partir, ils doivent être au premier ! » Je grimpe l'escalier et rejoins le groupe, animé par un militant de la C.G.T., 55 ans environ, moustaches, en bleu de travail.

Il explique : « Le 24 mars 1984, l'E.D.F. nous a coupé le courant. Des copains de l'E.D.F. nous l'ont remis uniquement au local du rez-de-chaussée où nous avons vécu plus d'un an. » Des papiers partout sur le sol. Des bombages des C.R.S. (!) : « C.G.T. = S.S. et coco ». Les tables sont en désordre, quelques terminaux d'ordinateur sont éventrés (plusieurs ont disparu). Tous les étages sont dans cet état.

Il nous montre son bureau, ému : « J'étais responsable de la coopérative... j'ai travaillé 25 ans chez S.K.F. J'ai passé plus d'un an dans ce bureau. » Nous sortons ensuite... un bâtiment sans étage, des verrières en V inversé éclairent suffisamment les

halls remplis de machines à rectifier les métaux. « Les ouvriers n'obtiennent jamais rien autrement que par la lutte, parfois très dure », et continue : « Ici, nous avons déjà la cinquième semaine, avant qu'elle soit donnée à tous en 1981. Nous avons occupé cette usine en février 1981 pour le maintien des avantages acquis ». Description de



l'atelier : « Trois chaînes flexibles, ultra-modernes, au bout le roulement emballé est prêt à livrer (projet à l'époque d'implantation de onze chaînes flexibles). »

Nous passons devant les machines à aléser, l'atelier de contrôle des bagues tenu par des femmes, une machine à laver les pièces usinées. A gauche, le passage au prochain atelier est obstrué par plusieurs caissons métalliques « abandonnés par le patronat, des milliers de pièces fabriquées sur ordre du gouvernement ». Dans le couloir de jonction, « les machines à café ont été éventrées par les C.R.S. ». La pièce suivante, où s'effectuait le montage des roulements à billes entre deux bagues. « Les billes étaient fabriquées à Asnières, puis à Bois-Colombes » (usines fermées récemment).

« Des licenciements sont en cours dans plusieurs usines du groupe : 143 à Saint-Cyr, fermeture du siège à Clamart sans

### P.C.-C.G.T.

**L** ES titres de la presse quotidienne sur les événements de l'usine S.K.F. à Ivry n'ont pas épargné le P.C.F. Accusé de « jouer à la lutte des classes » dans son dernier fief, le Parti communiste français a poussé le gouvernement socialiste jusqu'au bout de sa logique étatique.

Depuis Lénine tous les partis communistes du monde entier disent représenter la classe ouvrière. Le parti promu au rôle de berger éclairé sait donc ce qui est bon et ce qui n'est pas bon pour la classe ouvrière... Dernièrement, selon le Colonel-Fabien, il était bon d'être au gouvernement et puis cela a changé !

Les organisations ouvrières étant malgré tout plus difficiles et lentes à manœuvrer qu'un parti politique, il a fallu mettre en avant ce dernier pour que S.K.F. soit bien défendu !

Le P.C.F. a démontré qu'il existait encore en France une population ouvrière qui savait se mobiliser et se battre, mais pour la leçon de syndicalisme ils peuvent repasser !

J.-P. Germain

prise ont la chance d'avoir un local. Cette salle de réunion a connu jusqu'à 30 délégués. Sur 1 200 salariés, il y avait 400 syndiqués. Après les licenciements, beaucoup occupèrent l'usine ; aucune proposition sérieuse de reclassement n'étant prévue. « Dans ce combat, certains, en plus du travail, perdirent femmes et enfants... des vies totalement brisées. »

Je quitte le « vieux » militant, sa détermination me bouleverse... Tout à l'heure, quand il m'a raconté « son » usine, il les faisait revivre ces machines, ces ateliers... Il les voyait lui, ses copains, ses amies... Je traverse la rue en direction du bâtiment 12 ; c'est là que les 150 personnes réoccupèrent l'usine (voir *Monde libertaire* précédent).

Atelier n° 10, au rez-de-chaussée, la pendule est arrêtée à 4 h 40, d'énormes machines, un tour disséminés dans la vaste pièce. Au 1<sup>er</sup> étage, salle vide, des bureaux et divers objets obstruent la porte (pour arrêter les C.R.S. !). Deuxième étage : même accumulation d'objets épars. Une fenêtre béante, cassée jusqu'au sol, a permis à la grue des C.R.S. de sortir des machines. Troisième étage : le « labo », des papiers par-

tout, comme au 2<sup>e</sup> une fenêtre a permis l'évacuation de machines. Les pièces de chimie sont toutes carrelées... lavabos, cornues alambiquées, pour tester les alliages. C'était le coin des blouses blanches : les seuls non-grévistes.

Quatrième étage : le toit, vaste plateforme où s'étaient réfugiés au petit matin les 150 derniers occupants. Vers 9 h, ils ont refusé à l'hélicoptère de la Croix-Rouge de se poser pour soigner un copain blessé. Vers 10 h, les C.R.S. étaient maîtres du toit et, selon un témoin qui était parmi les « restants » (100 ont pu s'enfuir) : « On nous fit descendre les quatre étages... Les C.R.S., sur deux rangs, dans l'escalier, nous frappèrent tout le temps jusqu'en bas. Deux furent sérieusement blessés et évacués d'urgence. Tous ceux qui ont été hospitalisés ce jour-là furent fichés par la police. Certains se sont fait hospitalisés incognito par des copains de la C.G.T. On parle de véritable chasse à l'homme. » En face, le dernier bâtiment sans étage, bourré de machines qui attendent...

J. Etai

(1) Introduction de la plaquette « Gestion directe », disponible à la librairie du Monde libertaire.

### S.K.F. MULTINATIONALE

**C** ENT quatre-vingt filiales, 80 usines, 20% du marché dans le monde... S.K.F., multinationale, voit fin 1970 une diminution de ses commandes à l'échelle mondiale, car en plus des fluctuations du marché (concurrence accrue), elle subit de plein fouet l'attaque des Japonais qui, par une stratégie de « dumping », ont conquis 20% du marché. Début 1980, S.K.F. rationalise sa production et « sabre » ses effectifs.

En 1982, le nombre des employés passe de 50 400 à 47 100. 1983. La décision est prise de fermer une des trois grosses usines françaises. Le choix d'Ivry n'est pas innocent : en effet, après de durs combats syndicaux, les coûts salariaux sont 10% plus élevés que dans le reste du groupe (d'après *Le Matin*) et la taxe professionnelle est plus forte qu'en province.

De 1974 à 1984, les effectifs salariaux baissent de 43%. En 1970, 70 000 salariés ; en 1984 : 42 000. Fermeture de l'usine de Bois-Colombes et de l'unité S.A.R.M.A. à Champigny en 1975 ; enfin Ivry en 1983. Cent soixante suppressions de postes prévues à Saint-Cyr (Indre-et-Loire).

Après deux ans de déficit, S.K.F.-France fait 23 millions de bénéfices en 1984. Il est prévu 86 millions en 1985 (source : *L'Humanité*). Font partie du conseil d'administration de S.K.F.-France : Roland Peugeot, groupe P.S.A. (Peugeot est le premier client de S.K.F.) ; Jean Panhard, dont le groupe fut repris par P.S.A. et qui détient une partie du capital de Citroën ; enfin François Ceyrac, l'ex-patron du C.N.P.F.

J. Etai

le courant de l'année prochaine. » Les billes sont maintenant fabriquées en Italie et les bagues en Allemagne. Quatre-vingt pour cent de la fabrication d'Ivry fournissait le groupe P.S.A. (Peugeot) dont les mêmes dirigeants se retrouvent à S.K.F.-France. « C'est pour cela que nous ne pouvions pas faire tourner l'usine nous-mêmes, fabriquer pour qui ? »

Pièces de conditionnement sur la droite, puis grande salle en longueur, machines, postes de travail, tous abandonnés. « Nous avons élevé pendant plus d'un an un cocker nommé "François", brossé, lavé au jet tous les matins, sa paille était changée tous les jours. Depuis... aucune trace de son passage. » Maintenant, on visite le réfectoire où les C.R.S. ont vécu une semaine. Tables rapprochées où sont entassés canettes de bière, litres de rouge ; des sacs poubelles dans tous les coins. Après une question sur la vente des locaux : « La C.G.T. a estimé à 1 million de centimes le mètre carré, vu la surface cela fait rêver... » En face, 3<sup>e</sup> étage, le local du syndicat. Bombage « C.G.T. = Satan et coco ». « Le local fut obtenu par la lutte, peu d'entre-

